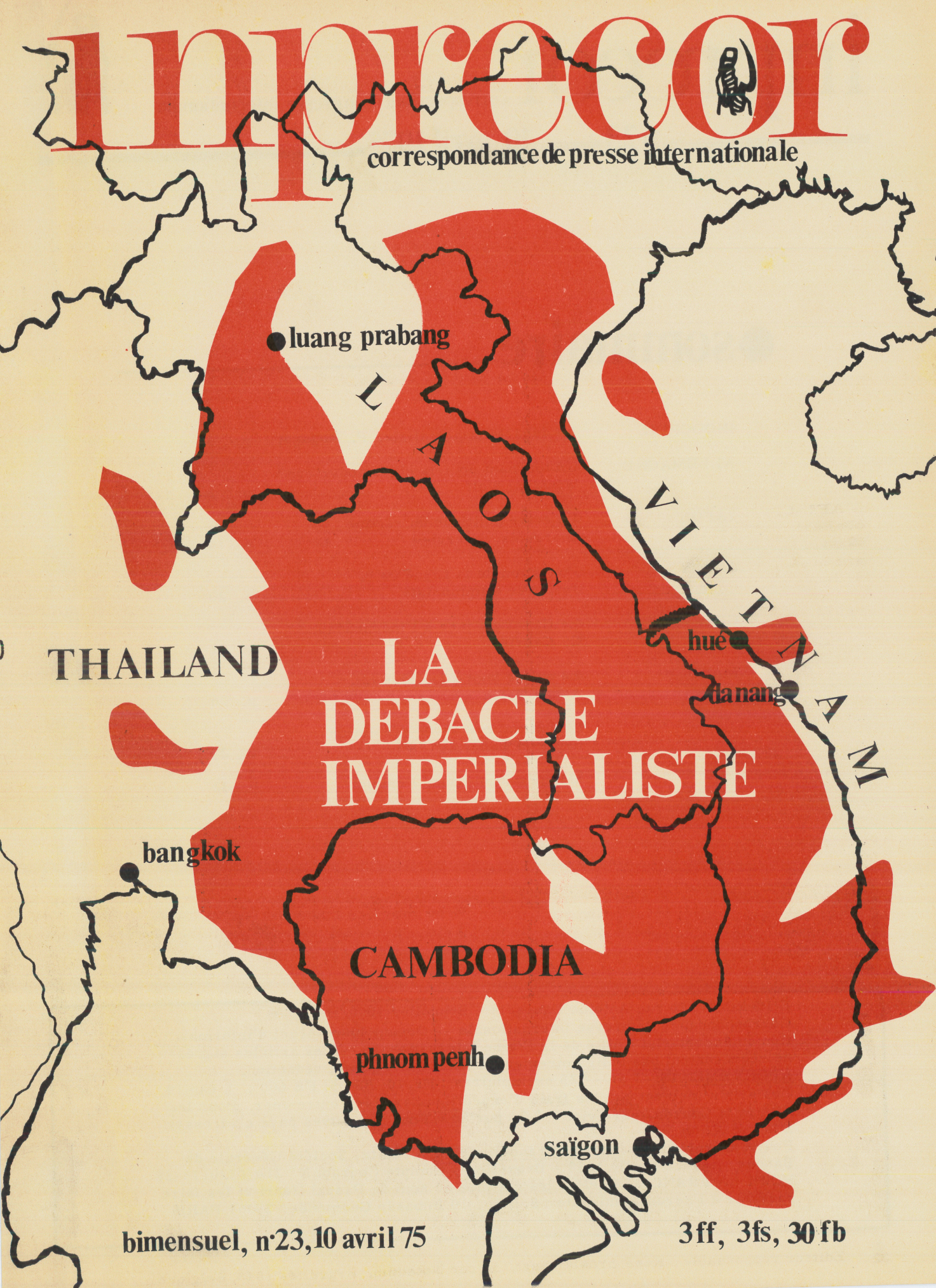
inprecor
correspondance de presse internationale



bimensuel, n°23, 10 avril 75

3ff, 3fs, 30 fb

inprecor correspondance de presse internationale

n°23 — 10 avril 1975

sommaire

INDOCHINE	La débâcle impérialiste, P. Rousset	p. 3
ALLEMAGNE	Un tournant pour la classe ouvrière? Winfried Wolf	p. 8
JAPON	La crise politique du régime bourgeois, interview	p. 14
JAPON	Fondation de la Ligue de la Jeunesse Communiste	p. 20
CAP-VERT	Le Cap-Vert face à l'indépendance, C. Gabriel	p. 21
MAROC	Le palais face à la crise (2), Abbas Tariq	p. 26
	Un journal marxiste-révolutionnaire en hongrois	p. 29
USA	Manifestations pour l'emploi	p. 32

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; $ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

INDOCHINE

la débâcle impérialiste

PIERRE ROUSSET

Le président fantoche Lon Nol fuit la capitale cambodgienne dont la libération est imminante. Au Sud-Vietnam, en trois semaines de temps, les troupes saïgonnaises se sont effondrées sur les Hauts Plateaux, dans les provinces septentrionales et sur la côte centrale, abandonnant pour plusieurs milliards de dollars de matériel et perdant des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes. Les zones libérées connaissent une extension considérable, couvrant, selon les estimations occidentales elles-mêmes, 75% du territoire, et incluant les principales villes du Vietnam du Sud hors Saïgon. Plusieurs millions de personnes se sont soulevées ou ont rejoint les zones du GRP (Gouvernement Révolutionnaire Provisoire). Face à la déroute de leurs forces, Washington et ses instruments locaux, sont frappés d'une paralysie qui inquiète ceux qui espèrent dans le "gendarme du monde impérialiste" que sont les USA.

En un mois, la révolution indochinoise vient de connaître des victoires décisives qui marquent un tournant déterminant dans la situation régionale. Ce tournant ouvre la phase finale du combat pour la libération de l'Indochine de l'emprise impérialiste américaine.

La brutalité et la rapidité du bouleversement qui vient de s'opérer ont surpris ceux qui n'avaient pas vu -- ou n'avaient pas voulu voir -- les contradictions qui minaient progressivement de l'intérieur le pouvoir fantoche. Une véritable campagne d'opinion internationale, violemment anti-communiste, s'organise en conséquence : la débâcle de Thieu serait due à la faiblesse de l'aide américaine, à la violation par Hanoï des Accords de Paris, au "rouleau compresseur" communiste et nordique devant lequel les populations sud-vietnamiennes fuieraient "votant avec les pieds" contre le péril rouge.

Il n'est pas temps, encore, de tirer un premier bilan d'ensemble des offensives en cours La situation reste trop fluctuante. Mais on peut néanmoins faire le point des processus par lesquels l'effondrement fantoche en Indochine s'opère et répondre par là à la campagne d'intoxication poursuivie dans le monde occidental .

La désintégration de l'armée fantoche

Quatre éléments permettent de bien mettre en lumière la nature de la défaite de l'armée saïgonnaise.

- Contrairement à ce que les officiels de Washington ont tenté de faire croire, le potentiel militaire matériel de l'armée fantoche est resté largement supérieur à celui des forces révolutionnaires. Avec, sur le papier, plus d'un million d'hommes, la troisième aviation du monde, une flotte maritime et fluviale redoutable, une artillerie sans équivalent de l' "autre côté", l'armée fantoche était, en principe, imbattable. Les Forces Armées de Libération avaient, certes, pu améliorer leur matériel, notamment dans les régions méridionales. Mais, selon les estimations mêmes de la CIA, citées par des parlementaires américains, l'aide US à Thieu fut, depuis les Accords de Paris, deux à quatre fois plus importante que celle fournie à la République Démocratique du Vietnam par la Chine et l'URSS. Et le Pentagone a fini par reconnaître que le régime saïgonnais n'était pas étranglé par la baisse des fournitures financières et militaires : les crédits adoptés pour cette année par le Congrès n'étaient pas encore épuisés et les stocks de carburant, de munitions et de pièces de rechange étaient loin d'être pleinement utilisés (voir Le Figaro du 29/30. 3. 1975).

- Il n'y a pas eu, et il n'y a toujours pas d'offensive militaire du GRP analogue à celle du printemps 1972, qui avait vu une offensive générale combiner forces de guérilla, trou-

pes régionales et régulières et de très durs et longs combats se dérouler. Durant la première phase (de la prise de la capitale provinciale de Phuoc Binh en janvier à celle de Ban Me Thuot en mars), seules les troupes régionales et locales participent à l'essentiel des attaques effectives. Durant la seconde phase (après la décision, à la mi-mars, de Thieu d'évacuer les villes des Hauts Plateaux, Pleiku et Kontum), les divisions régulières ont en effet joué un rôle actif dans les provinces septentrionales et le long de la côte. Mais elles n'ont presque pas eu à combattre ! Les troupes saïgonnaises ont été débandées aux premiers coups de semonces ou à la seule annonce de l'arrivée prochaine des forces de libération.

- C'est ce phénomène de désagrégation de l'armée fantoche qui a bouleversé les plans de l'état-major saïgonnais. Il semble que le principe d'un repli et d'une réorganisation du système militaire ait commencé à être envisagé dès cet été. En tout état de cause c'est le 14 mars que la décision de retrait des Hauts Plateaux, avant que de nouvelles villes ne soient attaquées, fut prise. La situation cambodgienne confirmait pour Thieu qu'il ne pouvait espérer un accroissement de l'engagement U.S.. Et la chute de Ban Me Thuot mettait en lumière le danger de voir des divisions fantoches être coupées de leurs arrières puis détruites. Il fallait éviter cela et regrouper les troupes en des lieux où le ravitaillement par voie terrestre ou maritime ne pouvait être coupé : la partie méridionale et la côte. Le repli devait s'arrêter là; il aura été le signal de la déroute, surprenant tous les experts et conseillers militaires.

- La débâcle de l'armée fantoche est d'autant plus significative qu'elle touche les divisions d'"élite", celles qui tenaient Quang Tri et Hué et qui se sont repliées sur Da Nang, comme la 1ère Division d'infanterie et les "marines". Les parachutistes, eux, avaient été rappelés par Thieu pour protéger son palais présidentiel contre ennemis et amis... Ce sont les troupes qui étaient considérées comme les seules "bonnes", motivées, efficaces, qui ont pillé, assassiné, enlevé les femmes de leurs officiers, qui se sont battues pour évacuer plus vite les zones menacées. La déroute a été telle qu'un matériel intact et considérable a été saisi par le GRP, notamment 2 à 300 avions et hélicoptères, avec tout leur équipement, et dont certains étaient sur la piste d'envol, le réservoir plein, prêts à décoller.

L'armée fantoche n'a pas été battue après de durs combats où la supériorité matérielle de l'adversaire se serait finalement imposée. Personne n'a tenté de défendre Da Nang après que, le 26 mars, Thieu ait lancé un appel solennel à ses troupes pour qu'elles "tiennent". Il était pourtant possible de faire durer la bataille de Da Nang des semaines et de tenter de rallier autour de cela l'opinion aux USA. L'armée fantoche s'est décomposée. Le problème est politique. Car sa désintégration est le produit du pourrissement du régime.

La fuite des soldats de Thieu...

Un régime miné de l'intérieur

Ce qui éclate aujourd'hui au grand jour, ce sont les faiblesses et contradictions de la politique défendue par Kissinger lors de la signature des Accords de Paris. Washington, pressé de se dégager relativement, cherchait à mettre en place une politique néo-coloniale "classique". Mais Washington devait le faire après la reconnaissance de fait de l'échec de sa stratégie d'escalade militaire antérieure et en acceptant par là une dégradation réelle des rapports de forces en Indochine, d'une part et, d'autre part, les USA devaient tenter de transformer rapidement l'assise économique et sociale artificielle du régime fantoche par une industrialisation accélérée à coups de capitaux étrangers, alors que l'avenir politique de Thieu manquait de crédibilité.

Les succès partiels de la politique de "pacification", d'"urbanisation forcée", de "vietnamisation", le poids de l'escalade qui avait pesé sur les peuples indochinois, l'ampleur des moyens engagés pour continuer à soutenir l'administration fantoche et son appareil militaire et policier, interdisaient au GRP de vaincre avant d'avoir miné de l'intérieur cette formidable création de l'intervention américaine qu'était le régime de Thieu. La situation de faiblesse stratégique dans laquelle la lutte des peuples indochinois avait placé l'impérialisme américain, les contradictions internes du régime saïgonnais, le renforcement des zones libérées permis par l'arrêt des bombardements, les difficultés internationales de Washington, mettaient les révolutionnaires vietnamiens, cambodgiens et laotiens en position favorable pour le faire. Tel était le cadre de lutte né de la signature des Accords de Paris du 27 janvier 1973.

Il aura fallu deux ans pour que le processus engagé arrive à maturité. Processus militaire, combinant de la part du GRP une politique de "fraternisation" et des ripostes graduées; processus politique de mise en question de la politique de guerre de Thieu, de dénonciation de la répression, de lutte pour les libertés démocratiques; processus économique contreposant la reconstruction des zones libérées à l'éclatement d'une très grave crise et d'une récession dans les villes tenues par Saïgon; processus social de recomposition du mouvement ouvrier et de luttes revendicatives dans de nombreux secteurs de la population. Durant ces deux années, Thieu aura démontré son incapacité de gagner la guerre qu'il poursuivait, de juguler la crise économique et sociale, de garantir l'aide U.S., d'interdire le renforcement de l'opposition qu'il réprimait sauvagement. Son régime aura perdu sa crédibilité aux yeux des masses et de son armée.

... et celle du fantoche Lon Nol

La crise du régime aura préparé la désintégration de l'armée. Celle-ci réagit en retour sur la situation à Saïgon. La personne de Thieu, clé de voute du régime sur laquelle les USA se sont appuyés, n'est plus qu'en survie. Il fait peut-être déjà ses valises pour suivre Lon Nol dans l'exil. La bataille s'engage pour la formation d'un nouveau gouvernement. La droite tente de présenter une alternative qui lui permette de garder le contrôle minimum de la situation à Saïgon. Le général Nguyen Cao Ky a créé un Comité de Salut National. Il fut l'homme fort des américains de 1965 à 1967, le vice-président de Thieu et disparut de la scène politique en 1971. Il est connu pour son anti-communisme virulent. Il tente de travailler avec des généraux, un ancien ministre des Affaires étrangères (Tran Van Do) un ancien ambassadeur à Washington (Bui Diem), le dirigeant des syndicats fantoches (Tran Quoc Buu) et le Père Tran Huu Than, membre de la hiérarchie catholique anti-communiste, porte-parole du mouvement contre la corruption. Washington va probablement être amenée à accepter le remplacement de Thieu qui avait été refusé en septembre-octobre malgré les cris d'alarme de l'opposition de droite. Aujourd'hui des généraux, le Sénat, l'archevêque de Saïgon demandent le départ du président fantoche.

Mais les chances d'un "régime Thieu sans Thieu" sont maintenant bien faibles ! La récession économique à Saïgon s'approfondit brutalement. La panique commence à gagner les milieux bourgeois qui partent à l'étranger. Le commandement militaire est complètement désorganisé et les troupes probablement démoralisées. Les oppositions religieuses ne suivent pas la droite, au contraire, elles font des ouvertures au GRP. La hiérarchie Cao Daïste dont la "capitale spirituelle" est Tayninh, encerclée par les Forces de Libération a donné consigne à ses fidèles de rester sur place et de ne pas fuir vers Saïgon, et d'être neutres dans les combats. Le sénateur Vu Van Mau, dirigeant du mouvement bouddhiste Forces de Réconciliation Nationales, lié à la pagode An Quang, a déclaré que ses forces avaient laissé leurs comités en activité dans les zones nouvellement libérées. Madame Ngo Ba Than, un temps mise en résidence surveillée, dirigeante du Mouvement Populaire pour l'Application des Accords de Paris ("troisième force") déclare qu'elle ne compte pas participer au remaniement gouvernemental et que c'est l'affaire de la "première composante", dite saïgonnaise. Le général Minh, enfin, l'une des personnalité les plus en vue auprès des "libéraux" américains, qui pourrait tenter de jouer un rôle bonapartiste entre les fractions de l'opposition, reste dans l'expectative et semble ne pas savoir dans quelle galère embarquer.

Surtout, le poids spécifique du GRP a brusquement crû au Sud-Vietnam. Il se déclare certes prêt à négocier, mais après le renversement de l'actuel régime et son remplacement par une administration qui acceptera d'appliquer les Accords de Paris. Il poursuit une vigoureuse offensive qui fait qu'aujourd'hui il est probable que les zones libérées comprennent pas loin (au moins) de la moitié de la population.

pour la révolution socialiste indochinoise

Et les réfugiés?

Cette analyse est-elle infirmée par le flot de réfugiés et les scènes de panique que les télévisions ont filmés ? Non; il faut en comprendre la nature.

L' International Herald Tribune, se basant sur une enquête menée par les journalistes du New York Times, titre son article du 27.3.1975 "La cause de l'exodus vietnamien est la panique, pas la politique", et note que "au cours des dernières semaines, les correspondants du New York Times au Vietnam ont interviewé des centaines de réfugiés s'enfuyant de différentes parties du pays". A la question : pourquoi fuyez-vous ?, la plupart des réponses étaient : "Parce que tout le monde s'en va". "Personne n'a répondu que c'était parce qu'il ou elle haïssait le communisme ou en avait peur. Nombreux sont ceux qui craignent, en restant derrière, de s'exposer à la mort et à la destruction . . . ; la peur de l'inconnu semble être encore plus forte... Pour les riches et les classes moyennes, pour les commerçants et les hommes d'affaire, il existe une raison spéciale à leur fuite...".

Les américains et les fantoches ont su créer une panique collective dans plusieurs villes. Car elle a bel et bien été créée : par la transformation, durant les années passées, de toute zone et localité nouvellement libérée en zone de bombardement et de "tir libre", par la psychose des combats, par l'incitation directe. Ce sont des voitures-sonos de l'armée qui ont déclenché la panique à Pleiku en criant "Fuyez, fuyez", alors qu'il n'y avait pas de combats. A Hué, ce sont les soldats de Thieu qui entraient dans chaque maison, le fusil à la main, pour obliger les civils à évacuer, sans quoi, disaient-ils "les bombes et les obus vous tueront", raconte à l'Agence de presse du FNL une habitante de la ville qui est restée. (Libération, 2.4.1975).

A Nha Trang, raconte l'Agence France-Presse, des habitants se réfugient sur une île proche et inculte, le temps de l'occupation de la ville par peur des roquettes. D'autres fuient les bandes de soldats fantoches qui pillent et assassinent. L'intoxication, par ailleurs, se poursuit : "les communistes perceront les mains de toutes les jeunes filles...".

La panique et l'exode, ce sont les derniers résultats de la politique d' "urbanisation forcée" de l'impérialisme américain. Mais s'il a su les susciter, il n'a pas pourtant fourni de base sociale large et populaire à son système en Indochine. Et s'il est vrai que ceux qui ont peur des représailles parce qu'ils ont collaboré, torturé, assassiné, profité de la présence US et de ses prébendes, ne sont pas nécessairement les seuls à partir dans ces mouvements collectifs, il ne faut pas oublier que la majeure partie des habitants de ces zones, soit sont restés, soit sont revenus ou sont en train de revenir. Il ne faut pas oublier non plus que la libération des villes a été permise par l'action combinée des forces armées et de la population laborieuse organisée. C'est aussi pour cela que Hué, Da Nang, Nha Trang tombent sans grands combats. Sans parler de ralliements massifs de soldats de l'armée fantoche. Sinon, comment comprendre qu'immédiatement avec l'arrivée des Forces de Libération les villes se soient couvertes de drapeaux du GRP ? Sur la base d'informations recueillies à Hanoï, Jean Thoraval écrit dans Le Monde du 4.4.1975 que "un intense travail psychologique a été fait auprès des masses sud-vietnamiennes au cours de ces deux dernières années en particulier. Dans de nombreux chefs-lieux de provinces des milices clandestines... sont vraisemblablement sorties de l'ombre pour aider les Forces Armées de Libération". La presse de Hanoï rapporte d'ailleurs que ce sont les ouvriers de Da Nang qui, dans cette ville, étaient la colonne vertébrale des milices. Enfin, les photographies en provenance des villes nouvellement libérées montrent des rues animées et non pas des allées désertées et vides.

La paralysie américaine

L'une des clés de la politique américaine à l'égard des Accords de Paris était la mise en place d'une "coexistence pacifique à trois". L'échec de la stratégie antérieure d'escalade impliquait la reconnaissance de la République Populaire de Chine. Cette reconnaissance réclamait en retour que les américains, tôt ou tard, limitent leur intervention directe. Et l'appui donné par Pékin à Nixon laissait espérer à Washington que l'isolement des révolutionnaires indochinois allait être tel qu'il "modérerait" leurs ambitions.

Mais l'analyse des rapports de forces régionaux à l'époque de la signature des accords, comme la multiplication des difficultés de l'impérialisme américain consécutive à la montée des luttes de classes à l'échelle internationale et l'annonce de la crise économique laissaient prévoir qu'il n'en serait rien.

C'est effectivement ce qui s'est produit. La dialectique de la révolution indochinoise s'est confirmée. Les derniers mois l'illustrent particulièrement. C'est à une offensive combinée au Cambodge et au Vietnam que nous avons assisté, offensive déclencée dès le premier janvier. La chute, perçue rapidement comme inévitable, de Phnom Penh a joué un rôle de catalyseur dans la démoralisation des forces fantoches de la région en mettant en lumière la paralysie américaine. De même, l'effondrement de l'armée fantoche au Sud-Vietnam aura porté le coup de grâce au régime de Lon Nol.

L'écho de l'avance de la révolution indochinoise est déjà perceptible au-delà des frontières des anciennes colonies françaises. Il est particulièrement perceptible en Thaïlande où le gouvernement (de droite) de Kukrit Pramoj demande le retrait des forces US basées dans le pays et où l'instabilité politique chronique a succédé à la dictature militaire pro-américaine antérieure. La débâcle impérialiste en Indochine va accélérer la remontée des luttes de classes dans l'ensemble de la région.

Plus profondément, l'Indochine, avec le Moyen Orient, aura été le révélateur des faiblesses nouvelles de l'impérialisme américain sur l'arène international. La révolution indochinoise aura bel et bien été le pont entre la vague révolutionnaire d'après la seconde guerre mondiale et celle qui prend forme aujourd'hui.

La révolution socialiste indochinoise

Le Comité Exécutif de la IVème Internationale se réunissait en décembre 1972 et adoptait une résolution sur la signature (encore éventuelle à l'époque) des Accords de Paris. Après avoir analysé les forces et les faiblesses de la situation de la révolution indochinoise et la nature du projet d'Accord en négociation, elle concluait que sa signature impliquerait "un retrait des forces armées US du Vietnam et l'arrêt des bombardements au Nord comme au Sud, (ce qui) constituerait en tout cas un changement des rapports de forces en faveur de la révolution vietnamienne...mais un tel retrait ne (garantirait) pas en lui-même la victoire de la révolution permanente au Sud-Vietnam. Il (impliquerait) seulement que le processus de cette révolution pourrait se développer avec une ingérence contre-révolutionnaire étrangère réduite, mais pas nulle". Le moteur de la lutte résidait dans le maintien d'une "situation..., au Sud-Vietnam..., de dualité de pouvoir de haut en bas..., mais dualité de pouvoir qui n'est pas encore étendue aux principales villes du pays". C'est à partir de cette analyse que la résolution tentait de prévoir l'axe des luttes à venir au Vietnam : approfondissement de la réforme agraire, luttes des masses exploitées pour la défense de leur niveau de vie, lutte pour la libération des détenus politiques et les libertés démocratiques, et leur résultat prévisible : la "désintégration des appareils militaires et administratifs fantoches sous l'effet combiné des processus que nous venons de décrire", tout en soulignant ce qui serait essentiel : le maintien et le renforcement des forces armées du prolétariat et de la paysannerie.

Avec deux années de recul, on peut dire que l'analyse qui était alors portée par notre mouvement sur les rapports de forces et sur les processus de luttes à venir s'est vue confirmée. Cela ne veut pas dire que la victoire de la révolution permanente au Vietnam et en Indochine est d'ores et déjà complètement acquise. La lutte se poursuit. Mais la révolution indochinoise vient de faire un très grand pas en avant.

C'est cela qu'il nous faut avant tout saluer ! Pour la révolution socialiste indochinoise !

3.4.1975

allemagne

un tournant pour la classe ouvrière ?

WINFRIED WOLF

Au cours des dernières semaines, la "sécurité interne" et la "lutte contre le terrorisme" sont devenues les thèmes principaux de la presse bourgeoise et de la tribune parlementaire en République fédérale allemande. Le prétexte pour cette campagne fut fourni par l'enlèvement de Lorenz, président de la CDU (Christlich-Demokratische Union), prétendument réalisé par un groupe anarchiste. La bourgeoisie allemande a pu lier cette nouvelle campagne "anti-terroriste" à sa campagne précédente, très efficace, lors de la chasse aux sorcières contre la Rote Armee Fraktion (RAF -- Fraction Armée Rouge), et lors de la grève de la faim des prisonniers de la RAF (au cours de laquelle un camarade, Holger Meins, mourut).

Au cours des dernières semaines, la droite a gagné du terrain en Allemagne occidentale. Elle a imposé la "sécurité interne" comme thème numéro 1 à l'opinion publique, bien que ce problème ne soit absolument pas le plus essentiel pour les larges masses. Les questions centrales du chômage, de la réduction des horaires et des fermetures d'entreprises ont été, avec succès, rejetées à l'arrière-plan.

Quatre points centraux

La situation actuelle de la lutte des classes en Allemagne fédérale peut être résumée en quatre points centraux (pour une analyse globale de la situation, voir "La Fin de la Stabilité Allemande", INPRECOR N° 5-6, 3 août 1974):

(1) Le gouvernement social-démocrate du chancelier Helmut Schmidt s'est montré un instrument idéal pour la bourgeoisie dans les conditions actuelles de la lutte des classes.

(2) Les défaites enregistrées par le SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands -- Parti Social-Démocrate d'Allemagne) lors des élections législatives ont continué à se manifester au cours de 1974 et au début de 1975. Dans leur ensemble les résultats des élections reflètent le fait que, tandis que le SPD conserve une base électorale dans la classe ouvrière, une certaine partie de la classe ouvrière et des couches moyennes désillusionnées se détournent de la social-démocratie.

(3) Au cours de 1974 et du début de 1975, la lutte ouverte entre le Capital et le Travail est restée très limitée (à l'exception de la grève des employés des services publics au printemps). En même temps, les patrons réussirent à imposer leur stratégie visant à faire supporter les coûts de la crise aux travailleurs.

(4) La perspective est celle d'un approfondissement de la lutte de classes, en particulier en automne 1975. Cette perspective commence déjà à se concrétiser dans les premières luttes des secteurs périphériques de la classe ouvrière et dans une série d'usines particulièrement touchées par la crise.

L'impression première que l'on retire d'une analyse de la situation en Allemagne fédérale (surtout si on la fait à travers les mass media bourgeois) semble contredire cette perspective d'approfondissement de la lutte des classes. Les tendances vers l' "Etat fort", représentées avant tout par Franz Josef Strauss, dirigeant de la CSU (Christlich-Soziale Union -- Union Chrétienne Sociale, le parti bavarois lié à la CDU) et le soutien qu'il rencontre dans la fraction parlementaire de la CDU-CSU, se

sont renforcés. Le gouvernement de coalition entre le SPD et le FDP (Freie Demokratische Partei -- Parti Démocrate Libéral), sous la pression de la droite, s'éloigne encore plus de son "programme de réformes" et fait tout ce qui est possible pour construire les instruments de la répression bourgeoise et pour utiliser des mesures répressives contre la gauche radicale. Néanmoins, cette première impression est superficielle. Elle ne tient pas compte de la situation spécifique qui fournit le terrain pour le développement des tendances droitières actuelles. Et elle ne tient pas compte de facteurs qu'il faut prendre en considération pour esquisser une perspective dans cette situation contradictoire, facteurs tels que le poids global accru de la classe ouvrière et des syndicats depuis 1969, l'accumulation d'expériences importantes au cours de la période de montée des luttes allant de 1969 au début de 1974, et les expériences importantes qu'a fait la classe ouvrière au cours des derniers mois, malgré le calme de la lutte de classe.

La crise économique

Il n'est pas nécessaire de faire ici une analyse détaillée de la crise du capitalisme ouest-allemand (pour cela, voir "La Force Relative du Capitalisme Allemand", INPRECOR N° 16-17, 16 janvier 1975). Les points essentiels sont les suivants :

- Comme l'article mentionné ci-dessus le prévoyait, la crise économique s'est poursuivie dans les premiers mois de 1975. Elle s'est approfondie dans certains secteurs et, dans l'ensemble, s'est généralisée. Le programme conjoncturel de 2 milliards de DM du gouvernement fédéral s'est jusqu'ici montré inefficace. Le taux de croissance économique pour le premier quart de 1975 est négatif.

- La crise internationale qui se maintient et s'approfondit est le facteur essentiel qui détermine la persistance de la crise dans l'industrie automobile ouest-allemande et a freiné certaines branches économiques tournées vers l'exportation, et qui n'avaient pas été touchées auparavant, comme la sidérurgie, la chimie et le matériel électrique. (Le DIW, Institut Allemand de Recherche Economique, parle, le 18 mars 1975, des "dimensions dramatiques" des empiètements dans les commandes étrangères).

- Avec l'adoption du budget fédéral de 1975 par le parlement le 21 mars 1975, le gouvernement a donné un exemple frappant du cercle vicieux dans lequel la politique bourgeoise se trouve enfermée dans la période actuelle : la politique gouvernementale de relance par le biais d'un accroissement des dépenses d'Etat va simultanément entraîner une politique d'accroissement de la dette publique et de l'inflation (un taux de croissance annuelle de la dette publique de 12% combiné à une stagnation probable du Produit National Brut et des dettes supplémentaires de 22.800 millions de DM accumulées par le biais des emprunts).

- D'après les chiffres officiels, le nombre des chômeurs était de 1.2 million à la fin de février; plus de 900.000 travailleurs avaient connu une réduction d'horaire. Ces chiffres devaient rester les mêmes pour le mois de mars. En même temps, la fermeture de quelques entreprises importantes est prévue, en particulier l'usine VW-Audi-NSU de Neckarsulm, qui frappera 10.000 ouvriers directement et 30.000 indirectement. (Il est également prévu de fermer l'usine Volkswagen de Bruxelles).

Ce bref résumé de la situation économique est très important pour comprendre l'état de la lutte des classes en Allemagne occidentale, en particulier sa stagnation en 1974 et au début de 1975.

La stagnation de la lutte des classes

Malgré ses premières expériences faites dans la période 1969-73, la classe ouvrière allemande n'était pas préparée pour la nouvelle situation créée par la crise de 1974-75. Le chômage massif et les fermetures d'entreprises nécessitent des réponses et des formes de lutte différentes de celles de la période précédente. Il faut également ajouter à cela les faits suivants :

- Cette crise se développe sous un gouvernement social-démocrate, c'est-à-dire un gouvernement dirigé par le parti qui est envore vu par la majorité de la classe ouvrière ouest-allemande comme son représentant politique.

- Le gouvernement social-démocrate et la bureaucratie syndicale ont travaillé ensemble aussi étroitement que possible afin d'étouffer toute lutte potentielle et de faire passer les accords de salaires désirés par les patrons. Parallèlement, la bureaucratie syndicale étrangla tout initiative oppositionnelle en réduisant encore plus la démocratie syndicale.

- Les patrons sont intervenus de façon centralisée dans la bataille contractuelle par l'intermédiaire de leurs organisations de classe; dès le départ, ils avaient une stratégie claire, contrairement aux syndicats.

Aujourd'hui, ont peut tirer un bilan : la direction syndicale a totalement capitulé devant l'offensive patronale. Etant donné leur subordination totale à la logique de la recherche de solutions bourgeoises à la crise, les dirigeants syndicaux ont dû reculer pas à pas et accepter à chaque fois des contrats basés

sur les "orientations salariales" fournies par les "experts". Même s'il est reconnu que cette direction, ou une partie de celle-ci (comme c'est le cas pour Steinkühler, dirigeant du syndicat des métallos du Bade-Württemberg) était prête à lutter jusqu'à un certain point, en particulier dans la dernière phase, toute lutte dans ces conditions était vouée à l'échec dès le départ : la direction syndicale n'avait pas préparé la classe ouvrière pour ces luttes.

Les différentes étapes de la capitulation de la direction syndicale furent le contrat de l'automne 1974 dans la sidérurgie, le contrat de l'industrie du bâtiment, ravagée par la crise, les contrats de l'industrie métallurgique et finalement les contrats des services publics. (Le contrat de la sidérurgie revêtit une certaine importance car, dans cette branche industrielle qui, à l'époque, connaissait encore une croissance, les arguments patronaux sur la baisse des commandes, le déclin des profits et les menaces de chômage n'étaient pas valables; la direction syndicale ne s'en soumit pas moins au diktat des patrons). Dans tous ces contrats, à l'exception de la sidérurgie, l'augmentation nominale des salaires se situa au-dessous de 7%

Comme bien souvent dans le passé, le rôle central dans ces négociations salariales fut joué par l'industrie métallurgique et par la politique du gros syndicat des métallos, l'IG-Metall (Industrie-Gewerkschaft Metall), dirigé par Eugen Loderers, qui aime se vanter d'être le président d'un des principaux syndicats du monde capitaliste. Dans cette industrie, les patrons avaient une stratégie à trois faces qui entraîna une défaite humiliante pour les syndicats, défaite qui pourrait avoir des conséquences significatives pour le futur.

(1) En pratique, les patrons réussirent à atteindre leur but longtemps recherché d'un accord central. (Jusqu'ici, les syndicats avaient essayé, avec quelque succès, de mener une politique régionale et par branche, afin d'utiliser les variations dans la situation économique et dans la capacité de lutte des travailleurs à l'avantage de la classe ouvrière). Etant donné l'unité des patrons de la métallurgie au niveau national, l'accord signé en Nordrheinwestfallen pour une augmentation de 6,8% fut imposé dans presque toutes les autres régions. Et ceci même dans les régions de l'Unterweser (Hamburg, Brème), où c'est habituellement l'industrie des docks qui donne l'exmple; industrie dont les commandes sont déjà placées pour l'année et dont les patrons auraient été particulièrement frappés par une grève de la métallurgie dans la mesure où ils auraient été incapables de garantir les dates de livraison. Ceci représente une victoire politique pour les patrons.

(2) Les termes du contrat (augmentation nominale des salaires de moins de 7%) signifient au minimum un blocage des salaires réels et, pour une grande partie de la classe ouvrière, une baisse des salaires réels, car au moment de la signature du contrat le taux d'inflation était de 6%, et il atteindra certainement 7% et plus dans la période à venir. C'est la première fois depuis longtemps que de tels accords sont signés pour de larges secteurs de la classe ouvrière.

Il est remarquable, et sans précédent, que les syndicats aient dû abandonner totalement leurs revendications initiales d'une augmentation de 11% et signer un accord très proche des positions initiales des employeurs. Et ceci malgré le fait que les votes des membres "impartiaux" d'un conseil d'arbitrage devaient accorder un contrat comprenant une augmentation de 7% et des améliorations importantes, et malgré le fait que la direction syndicale ait organisé une grève d'avertissement de dernière minute en Nordrheinwestfallen, à laquelle des dizaines de milliers de travailleurs participèrent (en partie spontanément).

Ceci représenta une importante victoire politique et économique pour les patrons, une victoire qui aura sans aucun doute des effets salutaires sur les taux de profit dans la situation actuelle de crise et de processus permanent de rationnalisation et de concentration.

(3) Les employeurs ont réussi à bloquer les revendications qualitatives mises en avant par les syndicats, revendications que ces derniers ont tenté de faire passer depuis la conclusion d'un accord sur les conditions de travail en Nordbaden-Nordwürttemberg (l'"accord d'ensemble des salaires"). Dans les régions où ces accords étaient renouvelés, les résultats furent bien en-dessous du modèle de Nordbaden-Nordwürttemberg. Ceci a entraîné une situation dangereuse dans laquelle les patrons du Baden-Württemberg menancent, pendant les luttes, de déplacer les usines dans une région où les conditions d'investissement du capital sont plus favorables pour les employeurs.

Il y a d'autres aspects de la victoire des patrons : la revendication présentée par les syndicats pour l'abolition de la catégorie salariale N° 2 en Nordrheinwestfallen (classification qui sert en particulier à maintenir des bas salaires pour les femmes) fut rejetée et la compensation de formation très insuffisante pour les apprentis ne fut augmentée que de 6,8% (ce qui, en pratique, entraîne une certaine détérioration).

Cette victoire des patrons représente un important recul pour les luttes syndicales; dans la mesure où ces revendications (mises en avant avec des formules démagogiques mais efficaces comme l'"amélioration de la qualité de la vie", "pour des conditions de travail humaines") avaient un pouvoir explosif et

la droite a gagné du terrain...

représentaient une épine dans le flanc des patrons.

De nouvelles luttes

L'année passée représenta un tournant important dans le développement d'une nouvelle avant-garde dans la classe ouvrière et dans les usines. Il est encore difficile de déterminer quels changements et tournants concrets découleront de la combinaison entre la confrontation, la crise, le chômage, le gouvernement SPD et les échecs de la direction syndicale. Mais il est clair que cette période, comme celle qui commença en 1969, représente un changement significatif.

Il existe déjà des signes concrets qui montrent que, d'un côté, la combativité générale de la classe ouvrière n'a pas baissé et, de l'autre côté, que de nouvelles luttes et de nouvelles formes de lutte apparaissent. Le maintien d'une combativité générale de la classe ouvrière a été démontré par les mobilisations des métallos durant la grève d'avertissement en Nordrheinwestfallen (qui se développa dans les conditions défavorables d'une lutte salariale qui avait déjà en réalité été perdue et d'une tactique syndicale qui avait précédemment démobilisé les travailleurs), et par les mobilisations qui ont eu lieu dans des grandes entreprises frappées directement par des fermetures (VFW Focker et Salamander à Speyer, DVA-Druckerei à Stuttgart, travailleurs de l'automobile à Neckarsulm).

En même temps, de nouvelles couches sont entrées en lutte :

- Dans de nombreuses villes ouest-allemandes, on a assisté à des mobilisations des travailleurs immigrés contre leur double exploitation et contre le fait qu'ils sont les premiers à supporter les coûts de la crise;

- Des jeunes travailleurs et des apprentis qui ont terminé l'école mais qui n'ont pas trouvé de programmes de formation parce que les employeurs boycottent ces programmes ont organisé des manifestations et ont fait pression sur les syndicats pour qu'ils organisent des manifestations, des actions de protestation, etc..

- On a assisté à des manifestations de chômeurs contre le chômage. Des professeurs et des étudiants universitaires en fin d'étude ont également participé à ces manifestations pour protester contre le blocage de l'embauche dans l'enseignement.

- A la suite de l'interdiction de l'avortement (même dans les trois premiers mois de grossesse) décidée par la Cour Suprême, le mouvement des femmes a connu une nouvelle montée qui a donné lieu à de nombreuses manifestations et actions de protestation.

- A Whyl, dans le Kaiserstuhl-Baden, la population a mené une lutte militante d'un mois contre les plans de construction d'une centrale nucléaire. Malgré une occupation massive par la police, le chantier de construction fut "repris" par plus de 10.000 manifestants et est toujours sous leur contrôle. Un ordre d'un tribunal demandant l'arrêt des travaux marque la première victoire.

Certaines luttes d'entreprises dans lesquelles la classe ouvrière a utilisé de nouvelles formes de lutte sont particulièrement significatives. Dans certains cas il s'agissait d'occupations symboliques des usines et, dans un cas, pour la première fois, on a assisté à une occupation d'usine organisée comme un moyen de lutte offensif contre les licenciements. A Erwitte bei Paderborn (en Westphallie) 150 travailleurs d'une entreprise de ciment occupèrent l'usine le 10 mars, après quoi 96 travailleurs furent

repris et un horaire réduit fut mis en place pour le reste des travailleurs. Les ouvriers élirent une direction de grève et discutèrent de la situation dans des assemblées hebdomadaires des grévistes. Ils demandèrent une annulation sans condition des licenciements et l'ouverture des livres de compte de l'entreprise. Les ouvriers réussirent également à établir des contacts avec d'autres entreprises se trouvant dans une situation similaire afin de briser l'isolement de leur lutte.
Il faut souligner les deux facteurs suivants. Tout d'abord les secteurs clés de la classe ouvrière dans les centres de la lutte de classes et dans les grandes usines ne mènent pratiquement pas de lutte. Même dans les cas où les travailleurs sont directement frappés par les licenciements et les réductions d'horaires ou sont menacés de licenciements ou de réduction d'horaire, les mobilisations sont relativement difficiles (par exemple dans les usines Rollei Veitgländer/Braunschweig, VW). Ensuite, les luttes actuelles sont menées en particulier par des secteurs périphériques de la classe ouvrière (immigrés, jeunes), et les nouvelles formes de lutte dont nous avons parlé se développent dans des petites usines en province.

Ces développements correspondent à certaines caractéristiques qui étaient également apparues au cours de la vague de grèves sauvages de 1973; mais surtout, on peut tracer des parallèles avec des expériences d'autres pays européens.

La social démocratie et les tendances à l'Etat fort

Il ne fait aucun doute que la social-démocratie ouest-allemande a fait un tournant à droite sous la pression des patrons. Aussi surprenant que cela puisse paraître pour de nombreuses personnes, l'explication est simple : dans une période de stagnation de la lutte de classe, la social-démocratie est tout à fait disposée à se plier à la stratégie des patrons. Au cours de la dernière année, cela a signifié deux choses : des contrats salariaux peu élevés et la répression contre la gauche. Seule la mobilisation de la base électorale du SPD, la classe ouvrière, pourra produire des effets dans le parti social-démocrate, en partie sous forme d'un processus accru de différenciation interne.

Cependant, la politique actuelle du gouvernement Schmidt annonce déjà les limites du recul droitier du SPD, limites qui sont établies par la volonté d'auto-préservation de la social-démocratie en tant que parti. On peut dire, dans l'ensemble, que dans toutes les élections partielles de 1974 et dans celles qui ont eu lieu en 1975, le SPD a essuyé de lourdes défaites (des pertes allant de 2 à 10%); de plus, ces défaites furent proportionnellement plus sévères dans les villes. (Dans certaines villes, Berlin Ouest par exemple, les défaites furent même proportionnellement plus sévères dans les circonscriptions ouvrières). Pour le moins, cela signifie que le soutien du SPD dans la classe ouvrière tend à diminuer (ceci s'exprima à la fois dans les abstentions et dans des votes pour les autres partis); dans certains cas on a même assisté à un large tournant de secteurs arriérés de la classe ouvrière vers la CDU-CSU.

Le SPD a tout fait pour contribuer à accélérer ce processus, non seulement par sa politique pratique mais également par toute sa propagande. Le SPD n'a jamais désigné le véritable générateur de la crise, à savoir le système capitaliste du profit, et il a ainsi pu être désigné par la démagogie de droite comme étant lui-même le principal responsable de la crise. De plus, le SPD a fait tout ce qu'il pouvait pour détourner l'attention des travailleurs des menaces de licenciement dans les campagnes électorales et a, au contraire, repris le thème favori de la CDU-CSU : la "sécurité interne" et, en conséquence, les électeurs préférèrent voter pour la CDU-CSU qui offre de "meilleures garanties" pour la sécurité interne.
L'enlèvement de Lorenz, président de la CDU de Berlin Ouest (pour lequel la participation de provocateurs ne peut pas encore être éliminée) fournit une excuse toute faite pour accentuer encore plus la répression. Dans toute la période précédente, à la fois dans la politique gouvernementale et dans le débat parlementaire sur la "sécurité interne", il apparaissait clairement que, indépendamment des divergences (réelles ou feintes) entre le gouvernement et l'opposition, un accord existait sur la nécessité de renforcer la législation répressive (avec, par exemple des restrictions sur les droits de manifester, et le droit de se défendre dans les tribunaux, interdiction de la "propagande en faveur de la terreur et de la violence"), sur l'extension des pouvoirs répressifs de l'Etat (la police, la garde-frontière fédérale, l'armée), et sur le fait que les gens devraient s'habituer aux raids brutaux et soudains du type de ceux organisés à Berlin Ouest après l'enlèvement de Lorenz. Dans sa polémique, la CSU alla jusqu'à parler d'un "climat" terroriste englobant toute la gauche, y compris des secteurs de la coalition gouvernementale (les ailes gauches du SPD -- les Jeunes Socialistes -- et du FDP -- les Jeunes Démocrates).
Le SDP et le CDU-CSU utilisent des tactiques différentes dans ces circonstances. Le SPD et un secteur de la CDU insistent avant tout sur le fait que la "solidarité entre tous les démocrates" est nécessaire dans la situation actuelle. La majorité de la CDU-CSU rejette cette tactique "englobante" en faveur d'une tactique visant à rendre les "vilains" du SPD responsables. Dans ce but, l'aile droite de la Démocratie chrétienne, représentée par Strauss et la CSU, poursuit une tactique beaucoup plus dure qui, fondamentalement, vise

à l'établissement d'un Etat fort. La logique de la pensée de Strauss est la suivante :

(1) "J'ai personnellement défendu le point de vue que nous ne sommes qu'au début de la crise. Je pense que la ruine des finances de l'Etat se poursuit sans cesse... L'effondrement de l'économie nationale se développe petit à petit, les petites et moyennes entreprises étant frappées les plus fortement".

(2) "La crise doit s'approfondir à un point tel que la solution que nous considérons nécessaire pour en sortir puisse commencer à être appliquée sur une base psychologique meilleure que celle qui existe aujourd'hui. La plupart des gens vivent encore au-dessus de leurs moyens. Ils ne sont pas encore sérieusement prêts à se serrer la ceinture".

"Il n'y a pas la moindre différence entre les gangsters criminels et les gangsters politiques. Ce sont tous des hors-la-loi. Et si nous comprenons cela et nettoyons proprement, aucun d'eux n'osera ouvrir la bouche en Allemagne pour le reste du siècle".

(3) "La tactique correcte aujourd'hui consiste en des mises en accusation et en des avertissements, mais pas à donner une formule concrète. Il vaut mieux avoir une forte inflation et un fort taux de chômage, il vaut mieux permettre l'effondrement des finances de l'Etat que d'appliquer ce que nous considérons être la formule nécessaire... Les choses doivent s'aggraver substantiellement avant que l'on puisse espérer recueillir une audience pour nos conceptions, nos avertissements, nos propositions".

Ces extraits du "discours de Sonthofener" qui est depuis devenu fameux (ou infâme !) montrent que Strauss est capable d'offrir une perspective claire à la classe qu'il représente. (Le discours fut prononcé lors d'une réunion fermée des députés de la CSU, mais son contenu fut rendu public par une indiscrétion). Ils montrent aussi qu'il évalue de façon réaliste l'état actuel des rapports de forces d'ensemble dans la société et propose, en conséquence, une tactique qui consiste à faire des critiques destructives et ensuite à attendre. Strauss sait que le temps n'est pas encore venu pour l'établissement d'un "Etat fort" avec un exécutif fort, qui muselerait l'opposition parlementaire bourgeoise, qui développerait une dure répression contre la gauche révolutionnaire (incluant l'interdiction des organisations) et, surtout, imposerait une limite palpable aux droits syndicaux. De plus, il veut rester dans les rangs comme candidat à la chancellerie et, s'il doit bientôt se retrouver à la tête d'un gouvernement fédéral, il doit donc jouer un rôle qu'il n'aime pas en fait.

Bien que les rapports de force d'ensemble représentent un obstacle sur la voie de l'établissement d'un Etat fort, il est clair que la situation actuelle représente une menace pour la gauche révolutionnaire, qui est encore dans l'ensemble isolée de la classe ouvrière.

Les perspectives

En se basant sur l'analyse précédente et sur le changement des rapports de forces en faveur de la classe ouvrière depuis 1969, on peut énumérer les perspectives suivantes pour la période à venir :

- A court terme, la stagnation des luttes dans les secteurs clés de la classe ouvrière se poursuivra. Il pourra y avoir des exceptions à cette règle dans le cas de travailleurs dont les emplois sont concrètement menacés (VW-Audi-NSU à Neckarsulm par exemple). Les manifestations du 1er mai montreront dans quelle mesure la nouvelle situation a permis la prise de conscience de la nécessité de réponses militantes parmi des secteurs importants de la classe ouvrière.

- Si la stabilisation économique attendue s'étend jusqu'à la fin de l'été, on peut s'attendre à des luttes sur une plus grande échelle en automne. A ce moment, partant sur une position de force, les travailleurs essaieront de rattrapper les insuffisances des contrats signés plus tôt.

- Contrairement à 1969, la bureaucratie syndicale sera prête pour certaines de ces luttes et, dans certaines circonstances, discutera rapidement de ces luttes dans les syndicats. Bien que cela implique un danger de canalisation de ces luttes, cela signifie également une nouvelle rupture entre la politique du gouvernement social-démocrate et la politique de la direction syndicale.

- Jusque là, le développement de nouvelles luttes et de nouvelles formes de lutte continuera. Cela peut contribuer de façon significative à entraîner de nouvelles couches dans les luttes, si l'isolement de ces luttes est brisé.

- Au sein de la social-démocratie, on assistera à un renforcement des tendances poursuivant une politique démagogique de confrontation de classe, pas sous forme de luttes concrètes entre le travail et le capital, mais plutôt sous la forme de manipulations d'évènements, de débats, etc.. Le SPD a déjà commencé dans cette direction en utilisant le discours de Strauss. De ce point de vue, il est possible que les pertes électorales du SPD dans les élections à venir en Nordrheinwestfallen -- le principal Etat d'Allemagne, avec la plus forte base ouvrière -- seront relativement faibles.

Pour les marxistes-révolutionnaires dans la situation actuelle, il est très important d'utiliser toutes les possibilités offertes par cette situation de "tournant" dans la classe ouvrière, pour intervenir dans les luttes de classes actuelles et pour préparer les luttes à venir.

LA CRISE POLITIQUE DU REGIME BOURGEOIS

Interview du camarade Sakai, membre du Bureau Politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section japonaise de la IVème Internationale).

INPRECOR. - Peux-tu nous expliquer la signification du changement de cabinet ministériel qui s'est produit à la fin de l'année dernière ?

SAKAI. - C'est le 26 novembre que Kakuei Tanaka, l'ancien premier ministre, donnait sa démission. Une dizaine de jours plus tard, Takeo Miki était choisi par le Parti Libéral Démocrate -- dont il prenait alors la présidence -- comme nouveau premier ministre. Miki formait son gouvernement le 9 décembre.

Ce changement gouvernemental a une signification très importante dans l'actuelle situation japonaise. Tanaka représentait la volonté de poursuivre la politique expansionniste qui avait présidé, auparavant, au développement du capitalisme japonais. Il avait élaboré pour ce faire un plan de refonte de la structure économique du Japon, avec notamment la multiplication des voies ferroviaires ultra-rapides (voir Quatrième Internationale, N° 14, 15 avril-15 mai 1974).

Le gouvernement Miki, lui, abandonne cette politique expansionniste. Le changement est aussi perceptible dans le domaine politique. Quand Tanaka fut élu, il bénéficiait d'une large popularité parmi une population mystifiée. Il dirigeait l'une des fractions les plus importantes du PLD (Parti Libéral-Démocrate). Miki, par contre, ne représente pas un courant traditionnellement dominant dans le parti bourgeois japonais. Il était le porte-parole d'une fraction très minoritaire. Que le PLD ait dû nommer Miki comme premier ministre est symptômatique de la désagrégation des rapports entretenus par le PLD et le gouvernement avec les masses japonaises. C'est en fait le signe le plus clair de la crise de direction bourgeoise au Japon.

Le cabinet Tanaka aura été le dernier des gouvernements bourgeois traditionnels. Le passage au gouvernement Miki représente une rupture profonde par rapport au mode traditionnel de domination politique bourgeoise au Japon, rupture qui reflète l'évolution de la situation générale du capitalisme japonais et l'aggravation de la crise du Parti Libéral Démocrate, seul parti bourgeois gouvernemental japonais.

INPRECOR. - Peux-tu préciser les causes et la nature de cette rupture ?

SAKAI. - La bourgeoisie japonaise se voit aujourd'hui confrontée à trois problèmes essentiels :
- le changement qui s'est opéré dans la situation générale de l'Asie de l'est;

- la changement intervenu dans la situation économique japonaise;
- un début de transformation profonde de la structure politique au Japon.

En ce qui concerne la situation économique, le Japon est sorti de la période de croissance très rapide qui caractérisa la décennie précédente. Il est entré dans une période de croissance lente, et toute la situation économique est dominée par cette baisse qualitative du rythme de croissance. Pour la première fois depuis 1945, le Japon a enregistré en 1974 une récession effective. Le produit national brut a baissé, en termes réels, de 1,8% selon les derniers chiffres. Je ne veux pas dire par là que nous entrons dans une période de déclin, mais de croissance lente assurément.

En ce qui concerne la situation régionale, l'équilibre antérieur est rompu. Il reposait notamment sur la présence militaire et politique de l'impérialisme américain en Asie de l'Est (Sud-est asiatique et extrême-orient). L'impérialisme japonais est militairement très faible. Son intervention régionale s'est combinée avec celle des USA, en assumant essentiellement une présence économique et financière. La crise de domination US en Asie de l'Est -- illustrée par la réorientation de la diplomatie américaine à l'égard de la République Populaire de Chine et les progrès de la révolution indochinoise -- contribue à mettre en déséquilibre et l'impérialisme japonais et les régimes de dictature de la région. Ceci est aggravé par la crise économique elle-même, ce qui explique, par exemple, les difficultés qui sont apparues dans les rapports, pourtant étroits, que Tokyo entretient avec Séoul.

C'est la combinaison des changements opérés dans la situation économique et dans la situation internationale qui provoque un début de modification fondamentale de la structure politique japonaise.

Après la guerre de Corée (au moins), les gouvernements japonais ont été ceux d'un parti, le PLD, unique parti bourgeois gouvernemental. C'est autour de ce parti et de cette forme de gouvernement que le système politique japonais a trouvé une certaine stabilité du milieu des années 50 aux années 68/70. C'est là une des caractéristiques essentielles de la démocratie bourgeoise japonaise.

Cette structure est entrée en crise, en crise politique. A tel point que l'on peut dire que le gouvernement Miki est le dernier des gouvernements mono-partis. Aujourd'hui il y a, jusque dans les milieux dirigeants, des débats sur un futur "gouvernement de coalition". En fait on discute déjà de quel gouvernement de coalition on aurait besoin : avec le Parti Socialiste Démocratique (scission de droite de la social-démocratie), avec le parti petit-bourgeois bouddhiste Komei ou avec une partie du Parti Socialiste.

INPRECOR. - Tu as donné comme exemple des changements intervenus dans la situation régionale les difficultés qui sont apparues entre Tokyo et Séoul. Peux-tu expliquer plus précisément l'interaction qui existe entre l'évolution de la situation en Corée du Sud et au Japon ?

SAKAI. - L'actuelle situation en Corée a d'importantes implications au Japon. On ne peut, en fait, analyser séparément la situation dans chaque pays, vu l'ampleur des relations mutuelles qui les lient.

Le régime sud-coréen de Park Chun Yee s'est fondé sur des données internationales clés : la domination militaire et politique US dans la région et l'intervention économique de l'impérialisme japonais.

Seule la présence régionale de l'impérialisme US a en effet permis à Park de museler toute expression populaire de la volonté des masses de voir se réaliser la réunification de la Corée et de promouvoir une sévère et massive répression. Le régime Park était un élément du système impérialiste visant à isoler la République Populaire de Chine et la République Populaire de Corée (nord). De même, il est un de ceux qui a envoyé des troupes au Sud-Vietnam, troupes qui ont gagné une sévère réputation de férocité dans la politique de terreur.

Le régime Park Chun Yee, enfin, s'est construit en relation directe et étroite avec Tokyo. C'est en 1965 que les relations entre les deux pays furent formellement normalisées et c'est après 1968 que les exportations de capitaux japonais atteignirent une telle ampleur qu'ils transformèrent l'économie sud-coréenne en une économie directement dépendante de l'impérialisme japonais.

Militairement et politiquement, le régime Park dépendait des USA, économiquement du Japon.

Le tournant imposé à Washington par les succès de la révolution indochinoise impliquait la reconnaissance de la République Populaire de Chine. Les japonais firent de même et recherchèrent, avec les USA, des rapports de "coexistence pacifique à trois", entre la Chine, l'URSS et les USA. Cette orientation nouvelle portait évidemment un rude coup au régime sud-coréen. Il dut tenter de réajuster sa politique alors même que les masses en Corée du Sud, percevant la faiblesse de l'impérialisme US -- c'est-à-dire de l'arrière international du régime -- ont commencé à

bouger. En 1972, 73, 74, les jeunes, avant tout les étudiants et les intellectuels, ont engagé une campagne importante contre le régime et pour la réunification (voir INPRECOR N° 11 du 11 octobre 1974). Park dut engager simultanément une politique de répression interne et de réorientation en matière internationale. Son représentant fut, en effet obligé de publier un communiqué commun avec celui de la République Démocratique sur la question même de la réunification qui faisait l'objet des manifestations interdites au Sud.

La répression menée par la police secrète (KCIA) s'accentua avec l'enlèvement au Japon même de l'ancien candidat aux élections présidentielles Kim Dae Jung en août 1973 et son transfert forcé en Corée du Sud. De même, deux japonais, un journaliste et un enseignant, étaient arrêtés à Séoul, capitale de la Corée du Sud , accusés de soutenir l'opposition au régime. Enfin, un attentat manqué contre le dictateur Park fut réalisé le 15 août par un coréen résidant habituellement au Japon : Mun Se Kwang. Des manifestations anti-japonaises furent alors organisées par le gouvernement à Séoul. Le mouvement de masse se développant, les exigences de la répression politique imposèrent aux deux gouvernements en cause une dégradation de leurs rapports, dégradation qu'ils ne souhaitaient pas. En même temps, au Japon, les résidants coréens (il s'agit d'une immigration souvent permanente d'environ un million de personnes -- INPRECOR) commençaient à se mobiliser après l'enlèvement de Kim Dae Jung, en soutien au mouvement d'opposition en Corée du Sud. En retour, enfin, cette mobilisation de la communauté coréenne immigrée a directement influé sur le développement de mouvements de masse au Japon même.

On voit comment, du fait même de l'interpénétration des régimes et des communautés coréens et japonais, le mouvement d'opposition à la dictature Park est devenu l'un des facteurs permanents qui contribuent à modeler le visage politique du Japon. Ceci est une donnée nouvelle et très importante de la situation, même si elle est encore embryonnaire.

Le gouvernement japonais ne pouvait , dans ces conditions, continuer à soutenir trop ou-

miki ne représente pas un courant dominant dans le parti bourgeois

vertement Séoul. Et Park Chun Hee avait un besoin urgent d'appui économique de la part de la bourgeoisie japonaise. Il a donc assoupli sa politique en relachant les deux japonais arrêtés et en libérant, fin 1974, début 1975, un certain nombre de prisonniers politiques dont le poète Kim Chi Ha, sous la pression directe du mouvement de masse, il faut le souligner. Tokyo et Séoul ont pu, dans ce contexte, réduire leurs contradictions tactiques et redévelopper ouvertement le soutien économique et politique à Park Chun Hee.

La situation reste néanmoins très critique pour le régime coréen. Kim Chi Ha, les dirigeants étudiants et les autres prisonniers politiques libérés font une campagne active contre Park et dénoncent vigoureusement les tortures que la KCIA leur a fait subir en prison. Le potentiel de mobilisation de l'opposition au régime est énorme, et touche en effet jusqu'aux soldats. Park cherchera à manoeuvrer. Néanmoins, il est possible qu'aient lieu durant l'année qui vient, d'importantes explosions sociales et politiques des masses sud-coréennes. Dans ce cas, l'impact en sera très grand au Japon. Le coup serait dur pour la bourgeoisie japonaise.

Ceci est un exemple de comment la politique néo-coloniale adoptée par le capitalisme japonais durant cette dernière décennie est aujourd'hui mise en cause par la nouvelle montée des luttes en Asie du Sud-est et en extrême-orient.

INPRECOR. - Revenons à la crise politique gouvernementale du Japon. Tu as montré comment les milieux dirigeants se posaient le problème d'un gouvernement de coalition. Mais cette situation doit peser aussi sur les formations d'opposition et notamment ouvrières. Qu'en est-il ?

SAKAI. - Il faut d'abord rappeler la structure du mouvement ouvrier japonais. Il y a deux grandes fédérations syndicales nationales. Le Domei, de droite, essentiellement fondé sur les grandes entreprises du secteur privé; et le Sohyo, réformiste de gauche, principalement implanté dans le secteur public (chemin de fer, postes, téléphones et télégraphes, enseignement...).

Le Parti Socialiste Démocratique est lié au Domei. Le Parti Socialiste tient largement l'appareil syndical du Sohyo. Par contre il ne possède pas d'appareil de parti qui lui soit propre. Le Parti Communiste japonais (PCJ),lui, représente une minorité assez importante du Sohyo. En plus, il bénéficie d'un important appareil national pour mener ses campagnes électorales et parlementaires.

Le Parti Social Démocratique (PSD) est très minoritaire au Parlement (une dizaine de sièges) et est très faible politiquement. Le PS, lui, a une centaine de députés, soit environ 10 fois plus que le PCJ. Le PS est le parti qui a l'influence parlementaire majoritaire du point de vue du mouvement ouvrier. Mais le PS est aussi divisé par de profondes luttes de tendances.

Deux courants principaux émergent au sein du PS et de sa jeunesse en ce qui concerne la composition d'un futur gouvernement de coalition. La fraction Kyokai d'abord (la Société Socialiste). De tendance kautskyste, elle est dominante dans l'appreil syndical, notamment dans les postes et les chemins de fer. Cette bureaucratie syndicale est soumise à la pression directe des travailleurs du rang dans le secteur public. Ils luttent contre le PCJ au sein des syndicats mais, en même temps sont prêts à accepter le front uni avec lui. La fraction Kyokai est sensible à la conception qu'a Moscou du "marxisme-léninisme".

Contre la fraction Kyokai, un bloc s'est constitué qui forme l'embryon d'une possible ten-

dance de centre-gauche du PS. Les deux dirigeants de ce bloc sont Kozo Sasaki et Saburo Eda. Eda représente une aile ouvertement droitière du parti . Sasaki était l'un des dirigeants de la tendance gauche du PSJ, constituée contre Eda; il est pro-chinois. Maintenant, ils font bloc pour s'opposer à une coalition avec le PCJ et recherchent la réalisation d'un gouvernement de centre-gauche. Il faut noter que Pékin avait soutenu le gouvernement Tanaka (ce qui fait que certains maoistes japonais ont refusé d'avancer des mots d'ordre pour son renversement) et souhaiterait aujourd'hui une coalition de centre-gauche entre le PLD, le Komei (bouddhiste) et le PS, en excluant le PCJ. Le bloc Eda-Sasaki est très faible dans le mouvement syndical du secteur public. Il cherche maintenant à développer son influence parmi la bureaucratie du mouvement syndical du secteur privé (c'est-à-dire parmi la droite de l'appareil syndical).

La ligne du Parti Communiste, elle, est une orientation classique de front populaire. Il appelle à la constitution d'un gouvernement de coalition national démocratique. Le PCJ lutte en quelque sorte, par là, pour lui-même, face à l'exclusive jetée à son égard par le PSJ, le bloc Eda-Sasaki et le Komei. La proposition du PCJ est actuellement celle d'un gouvernement PC-PS-Komei-PSD. Mais il accepterait un pan d'un parti bourgeois dans sa soi-disant "coalition socialiste gouvernementale". Voici la ligne générale du PCJ.

Cette orientation doit se comprendre dans le cadre d'une ligne d'ensemble particulièrement droitière. Le PCJ a tiré l'enseignement du coup chilien de la façon suivante : c'est la "radicalisation" du Parti Socialiste chilien qui a provoqué l'armée. Il s'attache en conséquence de plus en plus à défendre l'ordre civil de la démocratie bourgeoise. Cette problématique domine l'ensemble de sa politique.

En voilà des exemples :
- Dans les syndicats, l'activité du PCJ se situe à droite de celle de la bureaucratie socialiste du Sohyo. Cette dernière est prête à organiser des luttes économiques alors que le PCJ est très hésitant à ce sujet. Lors des dernières grèves de printemps (en 1974), la bureaucratie socialiste parlait de grève générale. Le PCJ, au même moment, cassait la grève des enseignants . Pour ce faire il expliquait que les enseignants ne sont pas des travailleurs comme les autres , qu'ils sont responsables devant les masses et qu'ils doivent tenir compte des enfants, des parents, des communautés et qu'ils ne peuvent faire grève comme cela. On ne peut imaginer ligne plus conservatrice ! Elle est nouvelle pour le PCJ.

Autre exemple : le PCJ mène aujourd'hui une campagne très violente à l'encontre de la Ligue de Libération Buraku. (Les Buraku sont une couche de japonais qui fut artificiellement exclue du système de caste lors de sa formation dans le Japon pré-capitaliste. Ils sont regroupés dans les mêmes villages, confinés dans les mêmes travaux considérés comme "impurs" par le bouddhisme, telle la tannerie, etc. ... Malgré la dissolution des castes et le fait qu'aucune différence ethnique ou religieuse ne les sépare des autres japonais, les Buraku restent une minorité fortement discriminée, opprimée et super-exploitée -- INPRECOR).

Le mouvement Buraku a créé sa propre aile radicale et combative : la Ligue de Libération Buraku. Elle a multiplié les actions pendant 10 à 15 ans, essentiellement au niveau des localités, des municipalités, des "communautés" comme on dit au Japon. Ils ont notamment obtenu d'importantes concessions de la part de nombreuses municipalités. Le mouvement a gagné récemment un caractère militant. Et, depuis 2 ou 3 ans, le PCJ a engagé une activité constante pour le dénoncer.

Le PCJ a divisé la Ligue à plusieurs reprises et a formé des blocs avec les courants bourgeois traditionnels au Japon contre elle. Il explique aujourd'hui que la Ligue est formée d'une bande d'aventuriers, qu'elle est un groupe violent et met en cause les gains qu'elle a enregistrés dans les municipalités. C'est cela qui a provoqué la rupture momentanée de la coalition municipale PC/PS à Tokyo derrière le gouverneur actuel de la capitale : Ryokichi Minobe. Cela faisait 8 ans que cette coalition dominait à Tokyo. Sa rupture signifiait la victoire quasi-certaine aux prochaines élections pour les conservateurs. Il aura fallu l'intervention du dirigeant du PS français, François Mitterrand, lors de son passage au Japon il y a trois semaines, pour recoller les morceaux ! Sans résoudre le fond du problème. Enfin, le PCJ accepte dans son programme gouvernemental le maintien des Forces d'Auto-défense derrière lesquelles la bourgeoisie recompose son armée, disloquée après la défaite de la seconde guerre mondiale.

Au fond, face à la crise économique et sociale, et face aux difficultés financières conséquentes des municipalités, le PCJ demande aux masses d'accepter une rationalisation de l'économie capitaliste pour ne pas mettre en danger l'unité nationale de la population. Ce sont bel et bien les leçons les plus droitières du Chili que le PCJ a tirées! Il représente un véritable et grave obstacle à l'approfondissement des luttes de classes au Japon.

INPRECOR. - Comment se présente, cette année, la prochaine campagne de lutte sur les réajustements salariaux de printemps ?

SAKAI. - En 1974, l'inflation était la question clé pour la classe ouvrière japonaise. Et l'année dernière nous avions assisté à une grève générale de fait de plusieurs millions de travailleurs (voir INPRECOR N° 7 du 5 septembre 1974). Aujourd'hui à cette question s'ajoute celle de la récession économique. Le chômage devient massif. Selon les chiffres officiels eux-mêmes, il atteint le million et le dépasse même (pour mars il devrait atteindre 1.270.000) -- soit environ 20% de la population active. Ces chiffres masquent un très grand sous-emploi. Les milieux syndicaux avancent les chiffres de 2 millions de chômeurs complets et de 2 à 4 millions de chômeurs partiels.

Licenciements et réduction d'horaire touchent avant tout les femmes, les travailleurs des moyennes entreprises et les travailleurs temporaires des grandes entreprises (dans lesquels nombres d'ouvriers bénéficient du principe d' "emploi à vie"). Les heures supplémentaires sont supprimées, ce qui porte un rude coup à un salaire déjà mangé par l'inflation.

La bourgeoisie mène une campagne très dure contre les mobilisations à venir pour la défense des salaires. Et le PCJ bloque violemment le développement des luttes économiques. Les directions syndicales traditionnelles n'offrent pas de solution à ce problème. Dans la classe ouvrière, la tendance générale est à l'augmentation de la combativité. Mais elle manque de direction alternative nationale , indépendante du PC, du PS ou du PSD. Or, les pressions de la bourgeoisie pour faire accepter les conditions d'une rentabilisation capitaliste de l'économie à l'appareil syndical et au PCJ ont réussi. Le Sohyo prépare un congrès spécial pour discuter les luttes de printemps. Il y a peu de chance que la bureaucratie soit parfaitement unie !

Il nous faut aider au développement des luttes sans compromis à l'encontre de la banqueroute des directions bureaucratiques traditionnelles et à l'encontre de la ligne de front populaire du PCJ. Il faut dégager une tendance indépendante. Nous pouvons prévoir que la droite syndicale sera mise de plus en plus en difficultés, y compris dans le secteur retardataire, le secteur privé. Il nous faut donc préparer une intervention dans ce secteur aussi.

Il est délicat de vouloir prévoir ce que sera la prochaine campagne de printemps. Mais, ce qu'il faut noter c'est qu'elle marquera l'ouverture d'une nouvelle période de luttes ouvrières, dominée par la nouvelle situation économique nationale et internationale. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'évolution à droite des directions traditionnelles et l'importance que revêt la lutte contre l'orientation du PCJ et pour le dégagement d'une tendance indépendante de lutte de classe durant les 2 ou 3 prochaines années. La différenciation politique au sein de la classe ouvrière va s'accélérer. En fait, c'est probablement dans une période de regroupement et de recomposition du mouvement ouvrier que nous entrons.

Nous devons y intervenir de façon active, politique et internationaliste, non seulement en vue de constituer cette tendance nationale de lutte de classe mais pour lier étroitement le combat des travailleurs japonais à la lutte menée dans toute la région contre l'impérialisme japonais.

INPRECOR. - Pour terminer, peux-tu nous préciser le travail que la section japonaise de la IVème Internationale développe aujourd'hui ?

SAKAI. - Il est impossible de décrire l'ensemble de nos activités, aujourd'hui fort multiples. De même, en ce qui concerne les toutes dernières actions que nous avons menées : j'étais hors du Japon ! On peut néanmoins donner une idée des principaux thèmes d'intervention qui sont les nôtres, étant donné que j'ai donné des exemples de notre activité dans les entreprises et les analyses des résultats de notre campagne électorale dans mon précédent interview à INPRECOR (Voir INPRECOR N° 7 du 5 septembre 1974).

Nous venons de tenir une conférence d'unification des trois organisations de jeunesse qui existaient auparavant (étudiante, lycéenne et de jeunes travailleurs). C'était la conférence de fondation de la Ligue des Jeunesses Communistes (voir l'article dans ce numéro d'INPRECOR).

Nous préparons également la formation d'une nouvelle organisation socialiste de femmes. Les militants et militantes de notre mouvement font un travail constant et croissant en direction des femmes travailleuses comme des ménagères de condition populaire, dans les localités et les syndicats, pour unifier leur lutte dans un même front de classe.

Nous avons développé une importante activité de solidarité envers le mouvement contre la dictature de Park en Corée du Sud. Et nous avons commencé un travail de solidarité envers les combats menés par les populations du Sud-est asiatique contre les régimes néo-coloniaux (INPRECOR N° 8, du 19 septembre 1974). Nous participons notamment au Centre d'Information sur les Prisonniers Politiques en Asie, tout en poursuivant notre propre travail anti-impérialiste dans l'est asiatique.

De même, nous manifestons concrètement

notre solidarité avec le mouvement Buraku, notamment autour du procès du jeune Buraku, Mr Kazuo Ishikawa, victime d'une justice discriminatoire et condamné à mort, puis à l'emprisonnement à vie. Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées le 31 octobre autour de la cour de justice où avait lieu le procès. Le PCJ, pour sa part, tenait son propre meeting, fort petit, et a refusé de se joindre au grand rassemblement à cause du rôle qu'y jouait la Ligue de Libération Buraku ! Nous continuons aussi notre activité de solidarité envers les paysans de Sanrizuka en lutte depuis une dizaine d'années contre la construction du nouvel aéroport international de Tokyo (Voir INPRECOR N° 7). Le 10 octobre, à l'appel de l'Union des Paysans de Sanrizuka, 5.000 personnes se réunirent à proximité de l'aéroport. Nous avons emmené là environ 900 militants, soit le plus important contingent d'organisation. Ce rassemblement fut un succès; sa fonction était de préparer les prochaines et prévisibles confrontations qui auraient lieu quand le gouvernement tenterait d'abattre la tour -- construite sur la terre des paysans -- qui interdit l'usage de l'aéroport aux avions. Certains de nos militants furent arrêtés lors de la manifestation qui suivit le rassemblement. Nous avons maintenant d'excellentes relations, fraternelles, avec l'Union des Paysans de Sanrizuka.

Nous sommes aussi impliqués dans une activité anti-militariste, autour, notamment, du procès engagé par deux soldats chassés, avec trois autres, de l'armée pour leur dénonciation de l'occupation militaire US et japonaise d'Okinawa (îles de l'archipel Ryukyu où les américains ont bâti une immense base). Ils font appel contre cette décision pour pouvoir revenir travailler dans les casernes. Cette campagne ne se limite pas à une propagande anti-militariste, elle touche aussi des secteurs syndicaux et mobilise des travailleurs.

De façon générale, notre situation est aujourd'hui objectivement favorable. A la fin des années 60, il y avait près d'une dizaine de groupes d'extrême-gauche. Mais durant les années 71-73 l'explosion de luttes étudiantes s'est éteinte et l'activité de nombreux autres groupes a fait de même ou a décru de façon notable. Certaines parmi les plus importantes organisations concernées par ce processus sont maintenant engagées dans des guerres intestines et physiques les "uchigcha", qui ont déjà fait de nombreuses victimes.

Nous pouvons dire que nous sommes la seule organisation d'extrême-gauche implantée nationalement et qui ait une fonction politique réelle dans l'actuelle situation. C'est le résultat d'un processus de dégénérescence de l'extrême-gauche japonaise auquel nous avons su échapper.

Nous sommes en position de tenter de gagner une hégémonie politique dans l'extrême-gauche dans les 2 ou 3 ans à venir. En même temps, ce processus de développement de notre organisation doit être mené de façon internationaliste. C'est pourquoi nous multiplierons nos efforts pour participer pleinement à la construction de la IVème Internationale.

Paris le 10 mars 1975

FONDATION DE LA LIGUE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

La conférence de fondation de la Ligue de la Jeunesse Communiste du Japon s'est tenue à Tokyo du 31 janvier au 1er février. Il existait auparavant trois organisations de jeunesse dirigées par la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon (Japan Revolutionary Communist League -- JRCL), section japonaise de la IVème Internationale : le Comité International des Travailleurs, la Ligue Communiste Internationaliste des Etudiants et le Front des Lycéens Internationalistes. Depuis plusieurs années les trotskystes japonais essaient de former une organisation de jeunesse unifiée de jeunes travailleurs, d'étudiants et de lycéens. La fondation de la Ligue de la Jeunesse Communiste du Japon marquait le suc-

cès de cette tentative. La nouvelle organisation compte 1000 membres dont 65% de jeunes travailleurs, 30% d'étudiants et 5% de lycéens.

Plus de cent délégués et de nombreux observateurs venus de 30 villes du Japon participaient à la conférence. Les camarades du groupe formé autour du Bulletin Quotidien de Combat de Hong Kong, de la Young Socialist Alliance (Alliance de la Jeunesse Socialiste) des USA et de la Ligue Communiste Révolutionnaire de France firent parvenir des messages à la conférence. Celle-ci discuta et adopta un rapport organisationnel, un rapport politique et des statuts. Ken Ishimari fut élu président national, Kenechi Okado et Masaru Yokoi vice-présidents nationaux et Katsu Yasuda secrétaire national.
Le 2 février, 1.400 personnes participèrent au meeting de masse célébrant la fondation de la nouvelle organisation. Yoshii Iwasawa du syndicat des paysans de Sanrizuka-Shibayama en lutte contre la construction du nouvel aéroport international, Eichi Yamanashi, le plus vieux cadre trotskyste du Japon, et d'autres, y prirent la parole. Kazuo Ishikawa, un jeune Buraku qui a passé de nombreuses années en prison, envoya un message de solidarité. Le camarade Jiro Fujiwara, au nom de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon, fit un discours intitulé :"Combattons ensemble pour notre révolution mondiale et notre avenir communiste". Les camarades Anitar Cheng du Bulletin Quotidien de Combat, Rich Finkel de la YSA et Léonard Olivier de la LCR prirent la parole également au cours du meeting, qui fut conclu par le camarade Ichiro Endo, candidat de la JRCL aux élections municipales de Sendai.

La fondation de la nouvelle organisation de jeunesse constitue un pas en avant important pour le mouvement trotskyste japonais, et aussi une indication claire que la crise interne des années 60 a été définitivement surmontée. Toutes les autres tendances et groupes d'extrême-gauche ou centristes de gauche ont connu la faillite politique lors de l'explosion de la radicalisation étudiante de 1968-69. La section japonaise de la IVème Internationale a, pour sa part, fait des progrès impressionnants entre 1971 et 1974; et le mouvement trotskyste japonais connaît maintenant une nouvelle période de croissance. Les jeunes militants ouvriers, étudiants et lycéens de la Ligue de la Jeunesse Communiste du Japon lutteront pour doubler et tripler la taille de leur nouvelle organisation dans la période qui vient.

le cap-vert face à l'indépendance

C. GABRIEL

Si la Guinée Bissau est aujourd'hui indépendante, les Iles du Cap Vert ne le sont encore que sur le papier. Pendant un certain temps, le gouvernement portugais a fait pression pour que soit représenté dans le futur Etat un groupe fantoche constitué par quelques notabilités, l'UPCV (Union des Populations du Cap Vert) qui est prêt à accepter les principes spinolistes sur l'Afrique "lusitanienne". Les évènements du 28 septembre au Portugal ont eu pour conséquence de faire disparaître Spinola et ses prétentions sur le Cap Vert. L'archipel sera indépendant le 5 juillet et, en attendant, un gouvernement de transition est mis en place en parité entre portugais et PAIGC (Parti Africain pour la Libération de la Guinée et des Iles du Cap Vert).

Conformément au point de vue du PAIGC, le processus en cours inclut les élections générales d'une Assemblée Nationale Constituante.

A l'heure de la dernière phase du colonialisme, deux préoccupations principales animent la direction du PAIGC : son implantation politique et le processus d'unification avec la Guinée Bissau. Nous verrons plus loin en quoi ces deux questions recouvrent les débats sur la révolution guinéenne et cap verdienne dans son ensemble.

La structure sociale

Pour toute une série de raisons objectives, la lutte armée ne s'est pas développée au Cap Vert (terrain peu propice, répression, faible population, émigration, etc.). A partir de ces conditions difficiles le PAIGC a longtemps tâtonné sur la stratégie à adopter pour la libération de l'archipel : préparation d'un débarquement militaire, mobilisation clandestine, etc..

Devant de telles conditions, le parti s'est très difficilement implanté avant le 25 avril. Mais ce fait est absolument lié à la composition sociale des Iles et aux réponses stratégiques qui en découlent.

La structure sociale des Iles du Cap Vert est plus différenciée que celle des campagnes guinéennes (voir INPRECOR N°14/15). On y distingue une classe de propriétaires fonciers locaux, une multitude de petits exploitants semi-prolétarisés et les métayers qui représentent l'essentiel de la paysannerie. Sur 36.309 exploitations agricoles, 10.937 sont exploitées par leurs propriétaires, 8.385 sont en fermage et 16.987 en métayage (chiffres d'avant le 25 avril 1974).

A cela s'ajoute un nombre important de salariés agricoles sur les grandes exploitations, le gros et le petit commerce, la petite-bourgeoisie de fonction et d'encadrement, un infime prolétariat industriel et un très fort lumpen né dans le giron de la pourriture coloniale.

Le gros du prolétariat cap-verdien est émigré, principalement au Portugal où l'on compte plusieurs dizaines de milliers de travailleurs cap-verdiens.

Une telle formation sociale rend encore plus hasardeuses les explications du PAIGC sur la Guinée, selon lesquelles les différenciations sociales sont "insuffisantes" pour parler de luttes de classes.

Or, le PAIGC, porteur d'une conception multiclassiste, en appela pêle-mêle aux "travailleurs de la campagne et des villes, étudiants, propriétaires, avocats, fonctionnaires et employés de commerce, médecins, ingénieurs, instituteurs et professeurs de lycée...". L'affirmation symbolique que la "terre est à ceux qui la travaillent" était noyée dans un appel à "tous les hauts fonctionnaires, commerçants et agriculteurs aisés" qui ont "le devoir (?) de servir notre peuple, le cap-verdien humble, anonyme, notre frère" (appel à la lutte armée au Cap Vert; premiers mois de 1969). Plus récemment, dans le Rapport sur la Situation du Cap Vert, présenté par le PAIGC à l'ONU en mars 1974, aucune allusion n'est faite à la question d'une éventuelle redistribution des terres après l'indépendance.

Le PAIGC et le mouvement de masse

La situation actuelle doit donc se lire sur le triptyque de la ligne politique nationaliste du PAIGC, de la situation économique catastrophique de l'archipel menacé en permanence par la famine, et des élans spontanés du mouvement des masses.

A la suite du 25 avril 1974, le PAIGC a été confronté à la nécessité impérative de bâtir rapidement une hégémonie politique face aux courants droitiers spinolistes dont l'arme idéologique préférée était la dénonciation de l' "impérialisme guinéen" dans l'archipel.

De toute évidence, le PAIGC a obtenu une victoire sur ce terrain en imposant à l'armée portugaise la cessation des activités subversives de ces groupuscules. Aujourd'hui, bien qu'inégale, l'hégémonie du PAIGC sur la vie politique du pays est un fait accompli.

L'île de Santiago est particulièrement bien contrôlée et constitue le noyau autour duquel s'organise la vie du parti dans tout l'archipel. Certaines îles comme Sao Vincente, où le PAIGC semble moins organisé, bénéficient en contre-partie d'une montée plus importante du mouvement de masse en rapport avec les problèmes sociaux qui s'y posent. Le mouvement a pris les formes les plus diverses selon les îles : à Santiago, occupation des terres, à Santo Nicolau, occupation de la douane et de la police, à Santo Antao, occupation des locaux de l'administrateur qui furent transformés en crèche, à Sao Vincente, occupation d'une radio privée, etc..

Dans ce cadre les rapports entre le PAIGC et les portugais au sein du gouvernement de coalition sont déterminés par les rapports entre le PAIGC et le mouvement de masse. Cherche-t-il à renforcer les mobilisations, à les politiser, à leur fournir des objectifs stratégiques anti-capitalistes ou bien au contraire à "instrumentaliser" ce mouvement pour l'utiliser tactiquement face aux portugais en conservant l'idée de la "réconciliation nationale" ?

Il semble bien que la direction du PAIGC ait choisi cette seconde attitude. Majoritairement, elle refuse de s'opposer à la mobilisation car la construction du rapport de forces qu'elle recherche avant le 5 juillet 1975 ne peut s'obtenir que par une profonde implantation populaire du parti. Mais, majoritairement aussi, elle ne donne à cette mobilisation qu'un sens restreint : "soutenir le parti".

C'est ainsi qu'à l'aéroport de Sal, c'est sur proposition du parti que s'est organisé le contrôle populaire sur les voyageurs pour prévenir la fuite des devises. C'est encore sur proposition du parti que la radio de Sao Vincente a été occupée et que les dockers y organisèrent des piquets de vigilance. Mais lorsque les travailleurs de l'usine de construction mécanique

voulurent se mettre en grève, la direction du PAIGC leur demanda d'y renoncer car le gouvernement ne pourrait assumer la demande d'augmentation de salaires. En effet, le colonialisme avait établi de curieux contrats entre l'Etat et le patron de cette entreprise. En cas d'augmentation accordée aux ouvriers, il était prévu que ce n'était pas le patron, mais les finances publiques qui fourniraient la masse salariale supplémentaire. L'attitude du parti ne fut pas de dénoncer ce contrat, d'ouvrir les livres de compte et de nationaliser l'entreprise si le patron refusait de payer. Il préféra garantir la "réconciliation nationale" en faisant avorter la grève.

Sur la question agraire aussi, se sont établis des rapports contradictoires entre le mouvement de masse et la direction du PAIGC. Alors qu'un projet de réforme agraire est toujours attendu, les masses ont amorcé un mouvement d'occupation des terres avec mise en place de comités élus en répartissant les différentes fonctions.

Peu à peu, par endroits, se développe le refus de payer le métayage aux Morgados (gros propriétaires). Le PAIGC, à l'évidence, a appuyé et même dirigé ces mouvements. Il a déclenché un début d'épuration en appelant à l'emprisonnement de certains réactionnaires. C'est ainsi qu'Almeida Henriques, portugais, a eu ses terres bananières (la SACOFIL) dans la région de Santa Cruz (Santiago) occupées, avant d'être jeté en prison. Mais le mouvement de masse ne s'arrête guère en chemin et un certain Jorge Querido, gros propriétaire et ancien dirigeant du PAIGC avant le 25 avril, a dû sa sauvegarde à l'intervention de la direction nationale.

Enfin, dans certains endroits comme l'Orgaos (Santiago) les masses paysannes sont encore très retardataires et imposent une approche souple aux militants du PAIGC. Il manque à tout cela une politique cohérente, s'appuyant sur un corps de mots d'ordre de réforme agraire visant à associer les masses paysannes misérables à une révolution sociale. En l'absence de cette finalité, la politique du parti, tant sur la question agraire que sur la question du développement économique, reste empirique, motivée par des raisons tactiques et très souvent hétérogènes, selon les "sensibilités" locales des structures.

L'aide économique

Face à la situation économique catastrophique, la direction du PAIGC a dû s'atteler à une double tâche :

- un plan d'urgence d'aide financière et alimentaire;
- un plan à moyen terme d'industrialisation.

Le Portugal est fort réticent à aider le Cap Vert alors que sa balance des paiements est déjà démesurément déséquilibrée et le sens de la tournée internationale de Sylvinio Daluz a été de diversifier les aides et de frapper un peu à toutes les portes.

Il reste à déterminer les implications qu'aura cette aide sur l'autonomie du futur régime capverdien. L'aide alimentaire des pays impérialistes est connue pour être rapidement une arme efficace utilisée à des fins de domination économique et politique. On pourrait ainsi citer le directeur du programme Food for Peace (Nourriture pour la Paix) qui déclarait que l' "arrivée d'avions américains chargés de vivres après le désastre du tremblement de terre au Chili en 1960, fit plus pour les relations entre le Chili et les Etats-Unis que

tentative de coup d'état à bissau

Dernière minute : Six nuits de couvre-feu ont permis au PAIGC de briser une tentative de putsch de la part d'un groupe d'anciens officiers de commandos africains, de Manuel Gardete, ancien député guinéen, et Fernando Luna, ancien président de l' Assemblée législative de la Guinée coloniale.

Dans INPRECOR 14/15 nous écrivions : "Pour ce qui est des militaires, ils ont été désarmés et disséminés dans leurs villages d'origine. La paie qu'on leur a donnée jusqu'à décembre constitue un petit capital qui leur permettra de redémarrer les cultures. C'est cependans une force contre-révolutionnaire potentielle qu'il ne faut pas négliger." Face à ces dangers nous opposions à la "réconciliation nationale" du PAIGC une analyse de classe de la société urbaine guinéenne et la nécessité d'une mobilisation populaire sur des objectifs anti-capitalistes. Rien ne serre de cacher aux masses que la petite-bourgeoisie collaboratrice reste une force sociale réactionnaire pour une longue période, au risque de ne plus trouver les masses dans la rue au jour des affrontements contre la réaction.

Et pourtant, tout cela semble étonner Victor Maria Sande qui déclare le 24 mars à Dakar : "Lorsque le PAIGC prit possession en septembre et octobre des zones qui n'étaient pas encore sous son contrôle, il a décidé dans le sens d'une réconciliation nationale, de ne pas pratiquer une politique générale d'épuration et d'exclure les représailles. Une telle politique ne va pas, à la longue (?), sans créer quelques problèmes...".

n'importe quelle autre action américaine au cours des dernières années". Pour l'administration américaine il y a une volonté constante et délibérée de se servir de l'aide alimentaire comme d'un moyen de pénétration commerciale.. "Ceux que nous assistons aujourd'hui seront nos clients demain" (Mac Govers, directeur en 61-62 du Food for Peace).

Si le plan d'urgence est inévitable, si l'aide doit être demandée y compris au diable, il est tout de même tragique de voir la direction du PAIGC rappeler à satiété en même temps qu'elle est résolument (!) non alignée. Le "non-alignement" n'a jamais empêché les lois économiques du marché impérialiste de s'exercer sur toutes les contradictions d'une économie transitoire, au sortir du colonialisme et démunie d'un programme anti-capitaliste réel.

La nation cap-verdienne, comme la nation guinéenne sont aujourd'hui l'enjeu des plus sordides chantages. Que ce soient les directions staliniennes ou les Etats impérialistes, chacun s'évertue à tirer bénéfice des difficultés du PAIGC pour bloquer tout processus de radicalisation.

Les pays arabes producteurs de pétrole proposent des prêts à 1%... mais il leur faut connaître à l'avance le projet économique ou industriel qui en bénéficiera.

D'autres propositions se succèdent, des USA, de la France, du Japon, de la RFA et même de l'Afrique du Sud... Pour Sao Vincente, les belges de Petrofina proposent une raffinerie, l'Etat recevant 10% de la production et devant en acheter 10 autres. Cet accord attend une signature mais il fut déjà conçu avant le 25 avril, avec le régime colonial !

Ce petit archipel continue à exacerber les appétits impérialistes. Sa situation géographique est de toute première importance pour l'OTAN. Mais l'enjeu dépasse de très loin le rôle stratégique de l'aéroport de Sal.

En fait, dans le processus inégal des luttes de libération en Guinée Bissau et au Cap Vert, il est devenu évident que les derniers mois ont permis aux masses cap-verdiennes de brutalement rejoindre puis dépasser le niveau de mobilisation et surtout le niveau de conscience des masses guinéennes. Un tel retournement s'explique aussi bien par la structure sociale cap-verdienne que par l'apport essentiel d'une politisation rapide que la jeunesse cap-verdienne a acquise, notamment sa composante petite-bourgeoise intellectuelle passée par les universités du Portugal. Tout cela est bien différent de la Guinée où le parti a essentiellement encadré des masses paysannes hors des centres urbains.

La question de l'unification

Ce nouveau développement inégal du processus politique entre les deux pays, en renversant en quelque sorte la vapeur, confère à l'archipel du Cap Vert un rôle bien plus décisif que ne lui confère sa situation dans l'Océan Atlantique.

Dès lors, ce sont les développements des luttes et les débats dans le parti au Cap Vert qui rejailliront sur la situation guinéenne et qui orienteront partiellement les déroulements propres des évènements dans ce pays. Ceci est tout à fait important pour aborder la question de l'unité Guinée-Cap Vert.

Pendant tout un temps, la direction du PAIGC s'est contentée de justifier cet objectif avec le seul fait des liens objectifs entre les deux populations, notamment dans le processus de lutte conduit par le PAIGC. Tout cela est parfaitement vrai et doit constituer la principale argumentation. Cependant il ne suffit pas de rappeler l'unité lusophone et l'unité dans le parti pour répondre aux manoeuvres réactionnaires qui visent à exacerber les préjugés racistes entre les deux populations.

Tout d'abord, force est de reconnaître qu'une fraction importante de la petite-bourgeoisie des villes de Guinée est cap-verdienne et que l'exutoire raciste anti-cap-verdien contre lequel il est nécessaire de se battre recouvre partiellement, chez les populations misérables, une opposition envers les couches privilégiées. En contre-partie, il est grave d'ignorer la question nationale cap-verdienne. C'est pourquoi il est tout à fait positif que certains dirigeants du PAIGC aient depuis quelques mois affirmé publiquement l'existence de deux nations et leur droit à l'auto-détermination sur la question de l'unité.

Seule la prise en considération des droits nationaux cap-verdiens sur la trame d'une éducation internationaliste des masses peut briser les tentatives de division de l'impérialisme. Ceci implique la prise en considération des intérêts des masses populaires cap-verdiennes et guinéennes et non plus de "toutes les classes et couches". L'unification ne doit plus permettre à un commerçant cap-verdien d'exploiter les travailleurs de Bissau. C'est bien d'une unification internationaliste des deux peuples en lutte dont nous voulons parler. Mais dans ce cas, il est possible qu'un paysan mandjaque du nord de la Guinée ne comprenne pas pourquoi on lui parle des intérêts communs qu'il a avec le paysan cap-verdien et qu'on oublie de lui parler de son "cousin" mandjaque vivant du côté sénégalais à 20 km de chez lui.

Le PAIGC en donnant une réponse partielle à la question de l'unification évite le point des tâches stratégiques vis à vis de l'ensemble de la révolution africaine. Il faut se féliciter du processus d'unification de ces deux pays sans occulter l'essentiel : l'isolement de la révolution guinéenne ne s'arrête pas à cette étape et dépend des luttes de toute la région.

C'est pourquoi il est parfaitement irresponsable

de signer avec le régime sénégalais un communiqué dans lequel les deux parties "... considèrent qu'il n'y a pas de raison fondamentale (!) justifiant une politique internationale différente des deux pays, notamment sur le plan africain". Les deux pays étant "conscients des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité, conformément aux principes des chartes des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine" (Bissau 9 janvier).

Reste cependant à ne se faire aucune illusion sur les capacités de l'unité Guinée-Cap Vert dans le cadre d'un Etat nationaliste déjà marqué par les stigmates du bureaucratisme et dans lequel s'affrontent peu à peu les tendances les plus diverses.

La question de l'unification est aussi d'une très grande importance pour stabiliser l'autorité de l'Etat bonapartiste qui se dessine. Une partie importante de la direction nationale du PAIGC étant d'origine cap-verdienne, sa crédibilité sur les masses urbaines de Guinée Bissau implique de briser les préjugés chauvins anti-cap-verdiens.

Au Cap Vert, il faudra définir le type d'armée mise en place, ainsi que la construction d'un mouvement syndical. La question des milices et de leur fonction ne sera réglée en dernière instance que par le rapport de force entre le mouvement de masse et les tentatives d'une direction hors du projet nationaliste qu'elle s'est fixé. Il en sera de même pour la question syndicale, en ce qui concerne l'indépendance des syndicats par rapport au parti et à l'Etat. Unifier la Guinée et le Cap Vert sera d'autant plus délicat pour la direction du PAIGC que les deux mouvements auront atteint des degrés différents d'organisation et d'autonomie vis à vis de l'appareil d'Etat. Il faudra choisir entre la contagion de l'un par l'autre ou la coercition pour faire reculer l'un au niveau de l'autre.

La vie politique du PAIGC au Cap Vert ne peut qu'être très différente de celle que connaît la Guinée Bissau. Les jeunes éléments petits-bourgeois passés par les universités portugaises dans lesquelles ils furent en contact avec la jeunesse révolutionnaire portugaise ont connu, grâce à cela, un élargissement important de leurs références politiques. Il leur faut concilier leur attachement et leur dévouement au nationalisme du PAIGC et leur recherche, dans le mouvement ouvrier, des réponses rationnelles aux questions politiques qu'ils se posent. Un tel besoin a, bien évidemment, par facilité, mené à une séduction pro-chinoise -- séduction de la petite-bourgeoisie pour les victoires de la révolution chinoise sur le sous-développement.

Mais une telle voie, en laissant la partie belle aux conceptions gradualistes, ne s'affronte pas, mais s'adapte au nationalisme ambiant.

Déjà apparaissent dans les bulletins du PAIGC dans l'archipel les mises en gardes "contre l'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite" ainsi que les longues dissertations qui expliquent que réclamer le pouvoir populaire ne peut que s'identifier au renforcement du parti.

Il y aura des complots impérialistes contre la direction nationaliste cap-verdienne. Il y aura de multiples intrigues réactionnaires pour refaire basculer cet archipel dans le camp du néo-colonialisme. Mais se préparer à de telles épreuves ne passe pas par l'utilisation tactique du mouvement de masse, mais par son développement, sa politisation systématique, par la fin du mythe de la réconciliation nationale, par la formulation d'un programme anti-capitaliste dans le cadre d'une stratégie intégrée des luttes de classe dans toute la région.
Mais le PAIGC s'est déjà fort engagé dans ce qu'il appelle son "non-alignement" et la diplomatie africaine tisse depuis de longs mois ses mailles, favorisant la ligne la plus dangereuse du nationalisme du PAIGC : l'opportunisme.

Il est très important pour les marxistes-révolutionnaires de suivre la situation au Cap Vert et en Guinée Bissau car les problèmes qui y sont posés, comme par exemple la question de l'unification, doivent être au centre de notre propre stratégie politique dans ce continent.
8.2.1975

MAROC

LE PALAIS FACE A LA CRISE

ABBAS TARIQ

Nous publions ci-dessous la seconde partie de l'article sur le Maroc paru dans le numéro 21 d'INPRECOR.

La réponse des réformistes

Contrairement à ce qui s'est passé dans une série de pays coloniaux et semi-coloniaux, les mobilisations populaires n'ont jamais été prises en charge par les partis dits d'opposition.

Aucun secteur représentatif de la bourgeoisie, ou de la moyenne bourgeoisie n'est à même d'agir comme courroie de transmission des revendications des masses, de pousser la dynamique des mobilisations jusqu'à leur terme.

Outre le fait historique que la bourgeoisie, dans les pays coloniaux, est incapable d'apporter une solution véritable et complète aux tâches démocratiques bourgeoises et de libération nationale, la bourgeoisie marocaine n'a jamais été au pouvoir. Le pouvoir d'Etat au Maroc n'est pas l'expression d'un équilibre entre les classes dominantes (bourgeoisie petite et moyenne) , mais celle d'une monarchie jusqu'ici absolue. De ce fait, le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, bien qu'hybride, a cherché depuis 1966 à se donner un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois dans le cadre des institutions étatiques du régime monarchique.

Ainsi ne s'agit-il pas au niveau du PI, de l'UNFP, voire du PPS, de se cantonner dans le légalisme qui frôle la peur et l'opportunisme, mais de rechercher les médiations étatiques avec la couronne, pour parvenir à l'application du programme bourgeois, nécessaire au développement historique des intérêts de la bourgeoisie et de ses alliés.

L'ensemble de ces formations voient dans la crise structurelle du régime le moyen pour elles de concrétiser à terme cette perspective. Leur réponse aux "ouvertures" du pouvoir ne pouvait être que positive : dans la mesure où le pouvoir est prêt à les intégrer politiquement, un regroupement sur la base d'un programme minimum dans le cadre d'un front national homogène est pour eux le meilleur chemin vers une démocratisation progressive du régime.

(1) C'est dans ce cadre général que le PI, après bien des vicissitudes qui l'ont, comme le soulignait un journaliste, conduit de l'université de la Quaraouyine à la route de Mediouna (entendez : du nationalisme militant aux affaires), tient aujourd'hui son 9ème Congrès dont les résolutions traduisent les mutations.

les organisations

UNFP Union Nationale des Forces Populaires, issue d'une scission du P.I.. Principal dirigeant : Ibrahim

USFP Union Socialiste des Forces Populaires, issue en 1972 de la branche de Rabat de l'UNFP, dirigeant : Bouabid

UMT Union Marocaine du Travail (syndicat) dont l'appareil est sous l'influence de l'UNFP (Ben Sedik)

P.I. Parti de l'Istiqlal

P.P.S. Parti du Progrès et du Socialisme (ex PC/PLS); dirigeant : Ali Yata

- Libération des territoires spoliés, démocratie et égalitarisme;
- Unité nationale autour d'un programme commun;
- Souveraineté du peuple, base populaire, séparation des pouvoirs, délimitation des responsabilités;
- Liberté démocratique;
- Respect de l'échelle mobile pour les salaires et les prix. Instauration d'une loi sur le contrôle de l'origine des fortunes;
- Arabisation, unité arabe;

Et surtout sur le plan économique :

- La revendication de la nationalisation des banques, des assurances, des organismes de crédit, des industries sidérurgiques minières et pharmaceutiques;
- Un plan d'industrialisation, la cogestion, les réformes agraires.

Bref, un programme cohérent, celui d'une bourgeoisie nationale favorable à la constitution d'un front national anti-impérialiste dans la pure tradition du mouvement bourgeois latino-américain des Peron et autres Belaunde.

(2) A cela, les staliniens font écho en rendant publiques leurs propres revendications à l'occasion de la légalisation de leur parti, le PPS, qui se veut un "parti d'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière".

Le PPS, tout en se prononçant pour la libération et la récupération des territoires spoliés, oeuvre, nous citons : "pour le respect des droits des citoyens, l'élargissement des droits démocratiques, la libération de tous les détenus politiques, le retour des exilés. La nationalisation des secteurs clés de l'économie, un vaste programme d'industrialisation, la modernisation de l'agriculture et l'instauration d'une réforme agraire.

La lutte contre l'inflation, les injustices et les inégalités, la marocanisation , l'arabisation et la généralisation de l'enseignement, ainsi que la mise en oeuvre d'un vaste programme social. Le PPS soutient les luttes palestiniennes, arabes, africaines et internationales.

Le PPS reste donc fidèle à la ligne de la révolution par étapes et d'alliance de classe. Dans une déclaration faite en 1958, Ali Yata disait de façon claire : "Dans la phase actuelle de formation de l'Etat et de la société nationale, nous devons considérer que la consolidation de l'indépendance et de l'unité prime sur toute autre préoccupation et que le prestige du souverain est actuellement le meilleur garant de l'un et de l'autre. D'où notre soutien fondé sur une communauté d'intérêts et d'objectifs avec le nationalisme monarchiste et bourgeois. Le capital a un rôle historique à jouer dans notre pays".

Aujourd'hui, près de 20 ans plus tard, les staliniens, devant la non-réalisation des tâches démocratiques ne peuvent que considérer encore plus qu'avant que le capital et la monarchie ont toujours un rôle historique à jouer.

Leur réponse à la crise est en toute logique bureaucratique : Front national et programme commun de gouvernement.

(3) Entre le pôle bourgeois de l'Istiqlal auquel il faut ajouter le nouveau parti libéral progressiste, structure où se retrouvent les technocrates, les cadres de l'industrie et autres boutiquiers, et le pôle stalinien réformiste, intervient la petite-bourgeoisie de l'UNFP. L'UNFP issue du magma nationaliste hétérogène des années 50 (PI) était une formation en gestation dans le cadre de l'Istiqlal, elle en sortit derrière les tenants du mouvement de masse Ben Barka Abdallah Ibrahim et Bouabib. La Charte constitutive de cette organisation précise, en 1959 : "Il n'y a aucune contradiction entre les intérêts des différentes couches sociales du peuple marocain, seule leur union peut faire échec aux visées impérialistes et assurer la réalisation des objectifs nationaux".

Le parti, bien qu'ayant rompu avec les bonzes du PI et possédant une réelle base de masse ouvrière, paysanne et petite-bourgeoise, (petits foncationnaires, cadres moyens, instituteurs, professeurs, étudiants), reste dans les limites du programme bourgeois.

A l'exception d'une phase "gauche" ouverte en mai 1962 par Ben Barka, marqué par le

courant castriste, phase aussitôt close, l'UNFP s'est débattue depuis dans de nombreuses contradictions qui sont avant tout l'expression des divers courants qui la traversent.

Après ces tournants allant du complot au "foco" en passant par la tactique légaliste (Koutlah el watania : Front National d'Opposition avec le PI) , auxquels s'ajoutent les pressions centristes de la base étudiante, ce parti éclate en deux pôles en juillet 1972.

La branche dite de Rabat, celle de Bouabid -- aujourd'hui USFP --, et la branche de Casa, celle d'Adadallah Ibrahim et Ben Sedik qui conserve l'appareil syndical UMT. Toutes les deux se réclament du socialisme scientifique. Aujourd'hui, la première, théorisant ses impasses et son orientation droitière, déclare par la bouche de Bouabid : "La présence active de notre organisation et sa combativité croissante ont fait d'elle le partenaire principal auquel le pouvoir a eu recours chaque fois qu'il a dû affronter les crises pour l'appeler au dialogue".

Le dialogue est ouvert et l'on en connaît les trames de fond.

Comme partenaire privilégié, l'USFP a choisi le PPS, mais pas forcément pour le suivre dans sa myopie politique. Cependant, l'USFP consciente de la crise que connait l'impérialisme n'écarte pas du tout l'idée d'un troisième coup de force de l'armée.

La stratégie de l'USFP est pour l'heure réglée sur le diapason de la négociation souple, sans condition, avec le pouvoir aux côtés des autres forces politiques; mais si le processus de démocratisation devait avorter, Bouabid pense que l'armée pourrait bien s'emparer du pouvoir "... pas forcément pour le garder, dit-il, car il y a aussi des 'portugais' dans l'armée marocaine".

(4) Quant à l'UNFP, en fonction de sa base prolétarienne (UMT) elle cherche aujourd'hui à capter la radicalisation d'une série de secteurs par le biais de l'appareil syndical, d'où sa démarcation avec les autres courants.

L'UNFP se présente ou tente de se présenter comme pôle alternatif radical qui, dans le cadre des négociations en cours, ne veut pas être le dindon de la farce, en se mettant à la traîne de la bourgeoisie (PI).

En dernière instance, tout dépendra du rapport de forces entre les classes; celui-ci pourra soit accélérer la dynamique révolutionnaire, soit, en cas de défaite du mouvement de masse, assurer le maintien de la dictature monarchique et ses alliés bourgeois et petits-bourgeois.

Aujourd'hui, au-delà des différenciations tactiques entre telle et telle formation politique, du PI au PPS en passant par l'UNFP et l'USFP, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'accès aux responsabilités gouvernementales. Cette démarche s'explique par les éléments que nous avons avancés. La classique opposition au régime, constituée par les partis cités, tente de s'élever par les procédés les plus démagogiques et les plus grossiers au-dessus de la réalité de la lutte de classes pour parler au nom de la "nation" marocaine toute entière.

Le rôle des partis est donc celui d'une force d'appoint, une force d'opposition constructive donnant des avis, soutenant les aspects positifs de la politique gouvernementale, en faisant l'économie de l'analyse de la période, de l'impérialisme et de la nature du pouvoir.

La collaboration de classe, les alliances sans principe sont la garantie qu'apportent ces partis au pouvoir en échange de leur intégration économique et politique. Aucun de ces pôles politiques n'a entrepris un quelconque processus de mobilisation des masses populaires, ou exigé le retour des libertés démocratiques; aussi paradoxal que cela puisse paraître, leur rôle est l'encensement du pouvoir royal, faisant ainsi de Hassan le champion de la cause "nationale", le champion des libertés démocratiques. Triste mascarade qui renforce ce pouvoir pourri et le cautionne dans sa politique de vol, d'exploitation et de répression.

La riposte des révolutionnaires et ses limites

Les développements récents de la révolution coloniale (Vietnam, Palestine, Golfe arabique), l'actualité de la révolution dans le monde, la crise du stalinisme doublée de la crise du système capitaliste mondial, n'ont pas manqué d'avoir leur effet sur la jeunesse radicalisée au Maroc.

C'est dans le contexte de la montée de la révolution arabe et de l'apparition du pôle constitué par la résistance palestinienne qu'est apparue la nouvelle gauche du Maroc.

Faisant l'expérience et souvent les frais des trahisons successives des réformistes de l'UNFP et des staliniens, les militants en rupture idéologique et politique avec ces deux formations les ont quittées en 1969-70 pour s'organiser dans le cadre du Front Progressite.

La gauche révolutionnaire marxiste-léniniste, au travers des deux organisations les plus connues, Allal-Aman (En Avant, originaire du PC) et le mouvement du 23 mars (par référence aux évènements du 23 mars de l'UNFP) n'a cessé depuis son apparition de s'affirmer,

de s'exprimer politiquement sur le terrain des luttes sociales et politiques.

Son objectif étant de se transformer en instrument révolutionnaire qui fait aujourd'hui défaut aux masses travailleuses.

L'existence de cette formation révolutionnaire, ses analyses et son combat marquent l'écart gigantesque entre les masses et le pouvoir d'une part, entre les masses et ceux qui s'en réclament abusivement, d'autre part.

Aujourd'hui, la répression qui frappe ces militants révolutionnaires est rendue d'autant plus aisée pour le pouvoir qu'elle se produit à un moment où l'Union Nationale, union sacrée, tente de voir le jour.

La gauche révolutionnaire s'est élevée courageusement contre la position nationale chauvine des partis bourgeois, petits-bourgeois et stalinien sur la question du Sahara. Elle a posé, quant à elle, le problème du Sahara "espagnol" et sa solution dans le cadre de la lutte commune des masses marocaines et de celles du Sahara, contre la monarchie, le colonialisme direct et indirect, dans le sens de leur libération nationale et sociale. L'autre aspect, non moins important, de cette gauche marxiste-léniniste se situe contre la politique de collaboration de classe des partis de la prétendue opposition au Palais.

Pour nous, marxistes-révolutionnaires de ce pays, l'apparition de cette force révolutionnaire est un évènement historique que nous saluons, son combat est le nôtre et nous serons côte à côte pour jeter les véritables bases politiques programmatiques nécessaires à la construction du parti révolutionnaire.

D'ores et déjà, nous disons qu'au-delà des divergences qui nous séparent, aucun progrès sur le plan de la stratégie ne se réalisera s'il ne s'inscrit pas dans le cadre stratégique de la révolution arabe. Notre démarche programmatique, stratégique et tactique ne saurait être confinée au cadre étriqué de l' "Etat marocain", ni être orientée vers la seule perspective d'édification d'un pouvoir national démocratique et populaire "marocain".

Les militants trotskystes arabes ont tiré le bilan de la révolution algérienne et palestinienne. Il n'y a aucune bourgeoisie dans l'ensemble des pays arabes qui soit à même de diriger une révolution bourgeoise démocratique au niveau de chaque pays ou de chaque Etat. Si les tâches démocratiques bourgeoises ne sont pas encore réalisées (réforme agraire, unification nationale, luttes anti-impérialistes conséquentes), ceci ne veut pas dire que pour la réalisation de ces tâches il faille considérer qu'il y a une étape distincte d'une autre qui serait, elle, socialiste.

S'il existe un lien entre les tâches démocratiques bourgeoises et les tâches socialistes, elles ne sont nullement séparées dans le temps, ni non plus par une "nécessité" d'alliance de différents "blocs",,, Ces tâches, pour nous marxistes-révolutionnaires, non seulement ne se limitent point aux frontières d'un seul pays arabe, mais, partant de la forme de domination qu'exerce l'impérialisme sur les peuples arabes et leur bourgeoisie actuellement au pouvoir, posent la nécessité d'inscrire la réalisation des tâches démocratiques dans la stratégie de la révolution socialiste arabe, dont les forces sociales restent et demeurent le prolétariat allié à la paysannerie pauvre. Ce qui doit, dans notre conception stratégique se concrétiser à travers le mot d'ordre bolchévique de dictature du prolétariat.

A l'échelle de l'ensemble des peuples arabes la seule alternative en cette ère impérialiste reste : révolution socialiste ou dictature gorille.

C'est dans le cadre de cet axe stratégique que peut se réaliser l'unité de la nation arabe qui, précisément, signifie l'unification du marché arabe; en nationalisant tout le commerce extérieur et en centralisant la distribution, en réalisant une réforme agraire radicale, en s'appuyant sur la mobilisation des masses paysannes pauvres.

La révolution arabe sera socialiste ou ne sera pas; elle triomphera sur l'étendue de la région arabe en unifiant les grands ensembles géographiques de la Nation arabe (Maghreb, Machrek, Vallée du Nil) dans le cadre d'une République fédérative socialiste arabe. C'est dans ce cadre et autour de ce programme que les militants marocains luttent.

nouvelles du mouvement ouvrier et de l'internationale

UNE PUBLICATION MARXISTE REVOLUTIONNAIRE EN HONGROIS

Pour la première fois une publication marxiste-révolutionnaire a commencé à paraître en langue hongroise. Elle s'intitule LEVEGOT et se présente sous forme de recueils paraissant régulièrement.
Le N° 1 est consacré à des documents se rapportant à la grève de décembre 1970 des ouvriers polonais des ports de la Baltique, ainsi qu'au mouvement des étudiants polonais de 1968. La "lettre ouverte" de Kuron et Modzelewsky y est également reproduite.

si votre abonnement commence avec les premiers numéros d'inprecor, il est temps de le renouveler !

notez les nouveaux tarifs :

1 an : 70 ff, 45 fs, 600 fb, $17

le prix du numéro passe à 3ff, 3fs, 30fb

NOTEZ NOTRE NOUVELLE ADRESSE :

76 rue antoine dansaert 1000 bruxelles, belgique

suite de la page 32

le taux officiel de chômage se situe à plus de 35% -- et il est même plus élevé dans certaines régions !

Les travailleurs de certaines industries, telle la construction et l'automobile, ont également été beaucoup plus frappés que la moyenne. A Détroit, où 300.000 ouvriers sont employés dans l'industrie automobile en période de pointe, le taux officiel de chômage a atteint 23%. La situation à Détroit a également frappé les ouvriers noirs particulièrement sévèrement, dans la mesure où ils représentent une proportion relativement élevée des travailleurs de l'automobile dans cette ville. Dans certains secteurs de la communauté noire à Détroit, le chômage a atteint des taux de 36 à 62%.

Face à une telle situation, des manifestations réclamant des emplois se sont déroulées dans plusieurs villes à l'appel des syndicats. A New York, environ 12.000 travailleurs du bâtiment en colère ont marché vers l'Hôtel de Ville le 27 février. (Sur 95.000 membres des syndicats de la construction il y a 21.000 chômeurs). Ce fut une manifestation très militante, malgré les tentatives des bureaucrates visant à étouffer les possibilités pour les travailleurs d'exprimer leur colère. En Californie, où l'on compte un million de chômeurs, la Fédération des Travailleurs de Californie a organisé une manifestation de 2.000 personnes le 8 mars à Sacramanto. Et le 5 février, environ 10.000 chômeurs de l'automobile ont manifesté à Washington pour demander du travail.

Ces manifestations, bien que petites par rapport au potentiel, représentent néanmoins un pas positif pour commencer à rallier la force énorme du mouvement syndical à la lutte pour l'emploi. Jusqu'ici les bureaucrates syndicaux ont hésité à organiser des actions de masse ou ont organisé de telles actions de façon très timide. Mais si le rassemblement du 26 avril est organisé sérieusement il ne devrait pas être difficile de rassembler 50.000 personnes pour remplir le stade Kennedy à Washington. Il reste à voir si les efforts nécessaires seront faits. Certains syndicats importants, comme celui des électriciens et des employés municipaux et fédéraux organisent des départs collectifs de certaines villes pour participer au rassemblement. A New York, plusieurs syndicats qui avaient déjà envisagé de marcher sur Washington, mettent toute leur énergie dans l'organisation du 26 avril, et on s'attend à ce qu'ils contribuent de façon significative au succès de cette journée. Le rassemblement de Washington a également reçu le soutien enthousiaste de la coalition des travailleuses syndiqués et de la coalition des syndicalistes noirs.

Peter Camejo et Willie Mae Reid, candidats du Socialist Workers Party (SWP) à la présidence et à la vice-présidence en 1976, ont publié un communiqué donnant leur appui au rassemblement du 26 avril. Le SWP a fait de la lutte pour l'emploi un thème essentiel de ses campagnes de propagande. Des brochures écrites simplement -- en particulier une "Charte des Droits des Travailleurs" et "Pourquoi chacun ne peut-il avoir un emploi?" -- sont largement diffusées. Parmi les principales revendications mises en avant dans cette campagne, on trouve la réduction de l'horaire de travail sans réduction du salaire, un programme massif de travaux publics mis en place par le gouvernement fédéral et des salaires au tarif syndical pour tous les chômeurs.

usa

manifestations pour l'emploi

L'AFL-CIO a lancé une appel pour un Rassemblement National pour l'Emploi le 26 avril à Washington. Ce rassemblement est appuyé par le Département des Syndicats Industriels de la fédération, sous-division qui regroupe 58 syndicats de l'AFL-CIO et environ six millions d'ouvriers. Ce rassemblement est la première action de ce type planifiée à l'échelle nationale par l'AFL-CIO.

Le fait que la direction réactionnaire de la fédération syndicale nationale ait appelé les travailleurs à manifester nombreux témoigne de la profondeur de la colère qui se développe parmi la classe ouvrière américaine en conséquence du chômage croissant. Les statistiques officielles du gouvernement, qui sous-estiment considérablement la réalité, donnent une taux de chômage de plus de 8%, ce qui représente le taux le plus élevé depuis les années 30 -- où le nombre des chômeurs était de 7.5 millions. Si on inclut également ceux qui ne sont pas compris dans les statistiques gouvernementales -- les ouvriers qui ne trouvent que du travail partiel et les ouvriers classifiés comme ayant cessé de chercher "activement" du travail -- le nombre total des chômeurs tourne autour de 13/13 millions. Et les perspectives ne sont pas réjouissantes: le budget de Ford prévoit un taux officiel de chômage d'environ 8.1% en 1975 et de 7.9% en 1976. Il est prévu de tomber à 5.5% en 1980 seulement -- un taux politiquement acceptable par la classe dominante. Et il s'agit d'une projection optimiste !

Les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière -- les femmes et les minorités opprimées -- sont les plus frappés par le chômage. Le taux de chômage pour les ouvriers noirs est deux fois plus élevé que pour les blancs. Parmi les adolescents noirs

suite page 31

 Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb, Bruxelles 1040, Belgique